



Sommaire

Éditorial 1

Irak 3

Action contre les mines 20

Eau et environnement 25

L'espace humanitaire 27

Relèvement précoce 28

Recherche et développement 30

Rapport de performance 31

Rapport de l'organe de contrôle 34

États financiers 35

L'équipe FSD 44

Summary

Editorial 1

Iraq 3

Mine Action 20

Water and Environment 25

Humanitarian Space 27

Early Recovery 28

Research and development 30

Performance Report 31

Auditor's Report 34

Financial Statements 35

FSD Team 44

COORDONNÉES | CONTACT DETAILS

Avenue de la Paix 7bis - floor 2 • CH-1202 Geneva, Switzerland

Phone +41 (0)22 730 86 39 • Fax +41 (0)22 730 86 38

info@fsd.ch • www.fsd.ch

COMPTE POSTAL | POSTAL ACCOUNT

17-503036-5

ÉDITORIAL EDITORIAL



Le Ministre de la Défense Suisse, Guy Parmelin, avec le Président de la FSD, Jürg Streuli

Swiss defence minister Guy Parmelin with FSD President Jürg Streuli

20 ANS DE SUCCÈS DANS LE NETTOYAGE DES RESTES EXPLOSIFS DE GUERRE ET DE CONTAMINATION PAR PRODUITS TOXIQUES ET NUCLÉAIRES

Le 3 décembre 1997, la Convention d'Ottawa sur l'interdiction des mines a été ouverte à la signature. La même année, un groupe de citoyens a créé la FSD dans l'objectif de fonder une organisation suisse capable de contribuer dans le monde entier à la mise en œuvre de ce traité. A ce jour, la FSD a aidé 29 pays affectés par les mines pour un montant de plus de 250 millions de francs suisses afin d'aider les populations touchées par les mines à rebâtir leur vie en sécurité après les conflits armés.

Récemment, la FSD a élargi son champ d'activités non seulement aux restes explosifs, mais également à la pollution toxique et nucléaire.

20 YEARS OF SUCCESSFUL CLEARANCE OF EXPLOSIVE REMNANTS OF WAR AND TOXIC AND NUCLEAR CONTAMINATION

On 12th December, 1997, the Ottawa Mine Ban Convention opened for signature. In the same year, the FSD was setup by a group of private citizens with the objective of creating a Swiss organisation capable of contributing to the worldwide implementation of the Ottawa Treaty. To date, the FSD has assisted 29 mine-affected countries with more than 250 million Swiss Francs in their struggle to clear landmines and cluster ammunition from their territory, and to allow the mine-affected populations to rebuild their livelihoods in safety after the end of armed conflicts.

In recent years, the FSD has enlarged its scope, including now not only remediation of explosive dangers, but also toxic and radioactive pollution.

La FSD a un conseil d'administration composé de six bénévoles. Ensemble avec la direction, ce conseil a pour tâche d'assurer l'excellence des résultats dans le domaine opérationnel, de pair avec une efficacité maximale en matière de gestion des ressources. Un bureau central petit, avec quatre gestionnaires à Genève et appuyé par une forte équipe d'experts administratifs et financiers aux Philippines s'assure que plus de 90% des revenus de la Fondation sont alloués directement aux projets opérationnels dans les différents pays. Avec son ingénieuse structure mondialisée, la FSD a pu rester financièrement solide, également pendant des périodes où les budgets d'action contre les mines au niveau mondial étaient restreints.

Les opérations de la FSD sont financées par différents gouvernements de l'Europe occidentale, par les Nations Unies et, par le biais de son association sœur FSD France, par l'Union européenne. La FSD est une organisation technique, neutre et indépendante, qui effectue un travail difficile sur le terrain pour éliminer tous les engins et produits dangereux, qui n'a jamais bénéficié de financement de base et ne consacre aucune ressource à solliciter des dons privés. Les certificats ISO et ZEWO régulièrement renouvelés ainsi que l'accord-cadre avec ECHO attestent de la qualité de son système de gestion, la FSD ayant réussi à maintenir ce niveau élevé pendant deux décennies.

La Convention d'Ottawa a suscité un grand nombre de projets pour lutter contre les mines. Le nombre de victimes de mines et de régions minées a diminué au cours des dernières années. Mais malheureusement la tendance s'est inversée depuis l'année passée. De nouvelles menaces se profilent à l'horizon et demanderont beaucoup de professionnalisme dans les années à venir : des millions d'engins explosifs improvisés (EEI), laissés derrière eux par le prétendu Etat Islamique ISIS dans de vastes régions de l'Irak du nord et de la Syrie. Ces engins de mort si perfides sont produits à échelle semi-industrielle et cachés tant à l'extérieur dans les champs, qu'à l'intérieur des maisons et empêchent la population qui a fui cet horrible conflit de revenir dans leurs fermes et leurs villages.

Non seulement ces engins explosifs improvisés cachés sont très nombreux, mais, de plus, ils représentent un sérieux défi, même pour les démineurs les plus expérimentés et les plus habiles, car ils n'en connaissent pas les spécifications techniques. Depuis deux ans, deux équipes de la FSD ont localisé et détruit 4000 de ces engins diaboliques dans les zones libérées en Irak du nord et mis au point des procédures opérationnelles spécifiques qui permettent d'assurer la sécurité du maniement et de la destruction de ce nouveau type de menaces explosives. En mettant au point et en testant ces procédures, l'un de nos démineurs en chef le plus expérimenté a trouvé tragiquement la mort l'année dernière.

Afin de mieux expliquer à nos donateurs, partenaires et amis l'ampleur de ce nouveau type de menace, nous avons consacré toutes les illustrations et les photos de ce rapport à ces opérations.

Le déminage est un travail très dur et risqué. Les démineurs sont confrontés non seulement à la menace d'explosions incontrôlées, mais ils s'acquittent de leurs activités professionnelles dans les environnements les plus difficiles et volatils. Alors que depuis Genève et Manille nous continuons à promouvoir activement et à développer la FSD comme organisation, nous sommes parfaitement conscients que c'est vous, qui travaillez au jour le jour sur des terrains contaminés, qui méritez notre respect et notre gratitude pour tout ce que l'organisation a pu réaliser au cours de ces vingt dernières années.

Le conseil d'administration de la FSD, la direction et moi-même voulons rendre hommage à votre travail et vous en remercier de tout cœur.

A Board of six volunteer members governs the FSD. Together with the Directorate, the Board has aimed not only at producing top quality results in the operational field projects, but also at maximum efficiency with regards to resource management. A tiny Headquarters of four managers in Geneva, complemented by a strong support team of financial and administrative experts in the Philippines, ensures that more than 90% of the Foundation's income can be allocated directly to the operational projects in the various countries of intervention. With this globalised, ingenious structure, the FSD is able to remain financially solid, including during those years in which worldwide mine action budgets are limited.

FSD operations are funded by various western governments, by the United Nations and - through the sister organisation FSD France - by the European Union. The FSD is a neutral and independent technical organisation, which has never benefitted from any core funding and which does not spend any resources on attracting private donations. Regularly renewed ISO and ZEWO certifications, as well as the ECHO framework partnership, confirm the high management standards which the FSD has successfully maintained throughout the past two decades.

The Ottawa Convention initiated an impressive amount of new projects against landmines. The number of mine victims and the surfaces of polluted territories have decreased significantly. Unfortunately, however, this trend reversed last year as a result of the millions of improvised explosive devices (IED), which the so-called Islamic State has left behind in vast areas of Syria and northern Iraq. These particularly vicious killers, which are often produced semi-industrially and hidden both in open fields and inside houses, prevent the population which fled this gruesome conflict from returning to their farms and villages.

IEDs are not only cruelly hidden in very large numbers, but they pose also a particularly challenging threat to even the most experienced and skilled de-miners, as their technical specifications are often unknown to them. Since two years now, two FSD teams have located and destroyed 4000 of these evil devices in liberated areas of northern Iraq and developed specific operational procedures which allow safe handling and destruction of this new type of explosive threat. While developing and testing these methodologies, one of our most experienced technical supervisors was tragically killed last year.

In order to explain to our donors, partners and friends the magnitude of this new type of threat, we have dedicated all illustrations and photographs in this report to these operations.

De-mining is a risky and very tough job. De-miners are not only exposed to the obvious threat of uncontrolled explosions, but they frequently perform their professional activity in the most harsh and volatile environments. While we will continue actively promoting and developing the FSD as an organisation from Geneva and Manila, we are all fully aware that it is you, working daily on polluted grounds, who deserve the most respect and gratitude for what our organisation has been able to achieve in these past 20 years.

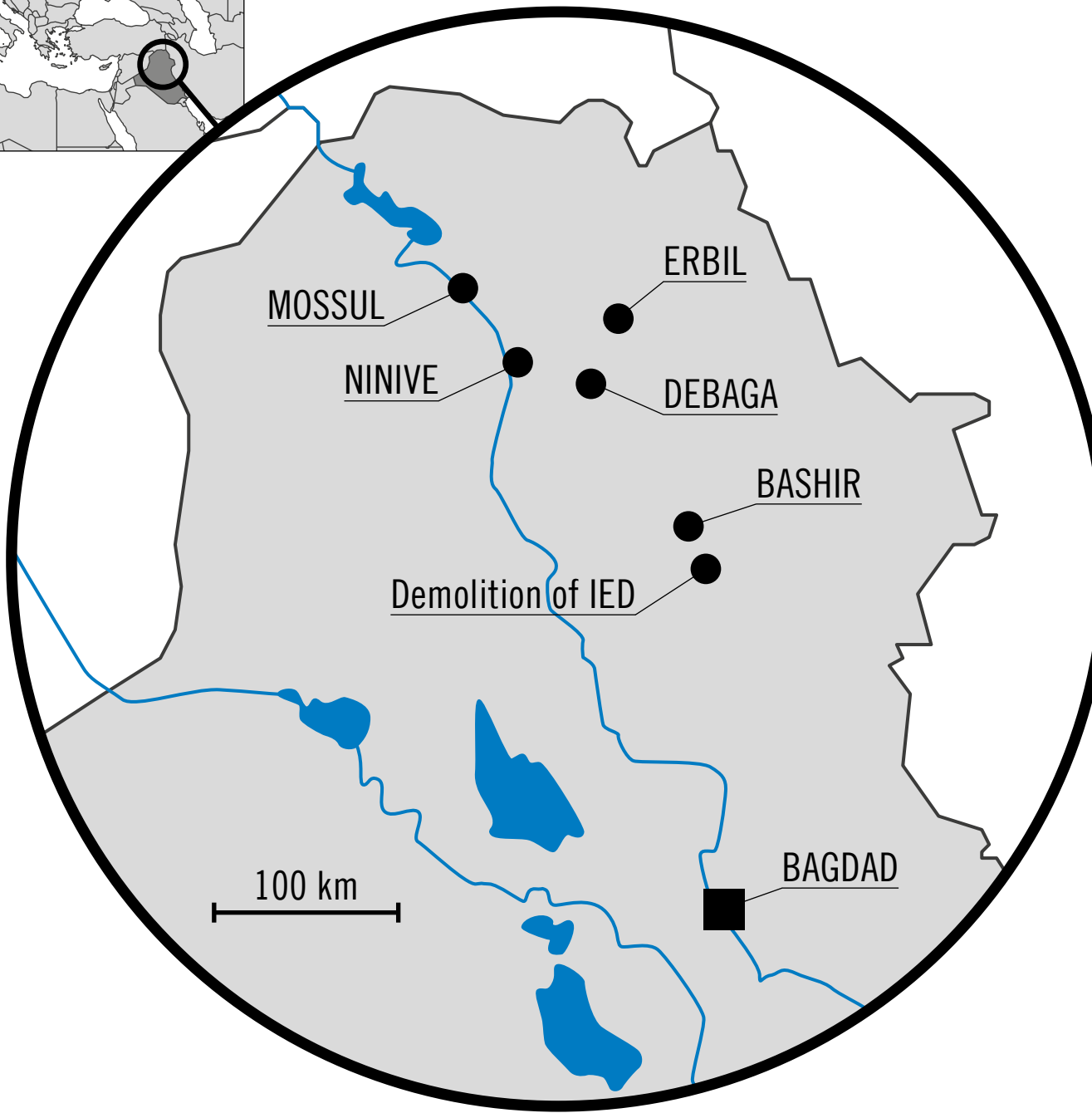
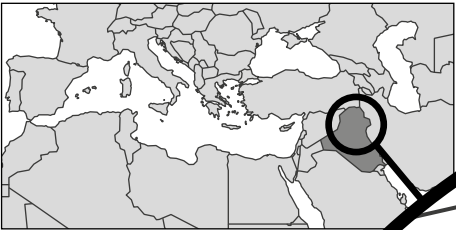
I, together with my Board and the Directorate, wish to pay our respects to your work and to thank you from the bottom of our hearts for all you do!

Dr. Jürg STREULI
a. Ambassadeur, **ret. Ambassador**
Président de la FSD, **President of the FSD**

IRAK IRAQ

Le renforcement de la présence de l'EI au nord de l'Irak depuis 2014 et la déclaration de Mossoul comme deuxième ville du Califat ont replacé le pays sur le devant de la scène concernant la présence de munitions non-explosées laissées par les forces d'occupation de l'EI.

Le nord de l'Irak, et notamment la région du Kurdistan, est dans une situation d'extrême urgence aggravée par l'afflux de réfugiés syriens et par la crise pétrolière, qui a sérieusement compromis la situation économique, les possibilités d'emploi et la vie quotidienne en général.



The growth of the ISIL presence in Northern Iraq from 2014, and the declaration of Mosul as the Caliphate's second city, brought the country back into the spotlight concerning the presence of unexploded items as a legacy of the ISIL's occupation.

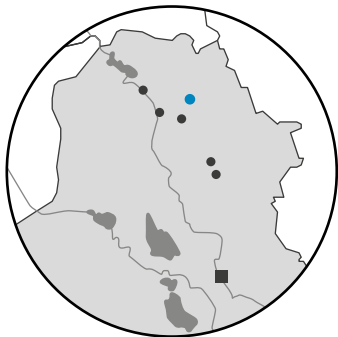
The north of Iraq, and especially the Kurdistan region, is witnessing a severe emergency aggravated by the influx of Syrian refugees and the oil crisis, which has severely jeopardized the economy, the employment possibilities and daily life in general.

MOSSOUL - le conflit
MOSSUL - the conflict



ERBIL - centre de formation FSD

ERBIL - training center FSD



2016 a été une année chargée et productive pour le projet en Irak. Les deux premiers mois de l'année ont été axés sur l'accréditation et la formation. Les opérations de déminage et d'enquête ont démarré en mars, dans un groupe de villages libérés en septembre 2015 par les Peshmergas dans le district de Daquq, au sud de la ville irakienne de Kirkuk. Les deux équipes de déminage ont commencé par des missions à proximité de la « ligne de contact », dans des villages qui avaient été occupés par l'état islamique pendant environ 15 mois.

Le projet est axé sur le retrait des engins explosifs improvisés (EEI) déclenchés par des victimes, qui peuvent être employés sous la forme de mines terrestres improvisées posées dans des champs de mines officiels ou sous la forme de pièges dans les bâtiments et les maisons. Les EEI déclenchés par des victimes peuvent être activés de nombreuses manières différentes, même si la grande majorité est dotée de simples boutons de type « plaque de pression ». La FSD mène également des enquêtes techniques et non techniques, des recherches dans les maisons et les immeubles, et des missions de contrôle de neutralisation des engins non explosés.

2016 was a busy and productive year for the project in Iraq. The first two months of the year focused on accreditation and training. Clearance and survey operations commenced in March in a group of villages liberated by the Peshmerga in September 2015 in the district of Daquq, which is south of the Iraqi city of Kirkuk. Both clearance teams started work on tasks located adjacent to the 'contact line' in villages that had been occupied by ISIS for approximately 15 months.

The project focuses on the removal of victim-operated improvised explosive devices (VOIED) that are either employed as improvised land mines laid as part of a formal minefield or employed as booby traps in buildings and houses. These VOIEDs may be activated in a number of different ways. However the vast majority are triggered by a simple 'pressure plate' type of switch. The FSD is also conducting non-technical and technical surveys, house or building search and Explosive Ordnance Disposal spot tasks of unexploded ordnance.



NINIVE - les opérations

NINIVE - the operations



Le 17 mai, le projet a subi un revers tragique et malheureux avec le décès de Mark Belford, l'un des conseillers techniques du projet, tué au cours de la tentative de sécurisation d'un EEI à proximité du village de Tel-Arab. Mark était très professionnel et très apprécié par l'équipe, et sa disparition a profondément affecté le personnel national et international de la FSD ainsi que la communauté de déminage au sens large. Malgré cette épreuve, le projet s'est poursuivi et a acquis une expérience et des compétences considérables dans ce nouveau domaine d'intervention pour les organisations humanitaires de déminage. En juillet, la FSD a été chargée de déplacer l'une des équipes de déminage vers le grand village de Bashir. Situé légèrement au sud-ouest de Kirkuk, Bashir est un village peuplé en majorité par des Turkmènes qui a été libéré de l'État islamique en mai 2016 (après six tentatives) par les milices turkmènes soutenues par les Peshmergas.

On 17 May, however the project suffered a tragic and unfortunate setback when Mark Belford, one of the Technical Advisers on the project, was killed while attempting to render safe a VOIED near the village of Tel-Arab. Mark was a highly professional and well liked member of the team and his loss was sorely felt by the international and national FSD staff and by the wider mine action community in general. Despite this major setback, the project continued to work and gained valuable experience and skills in this new field of work for humanitarian mine action organisations. In July, the FSD was tasked to move one of the clearance teams to the large village of Bashir. Bashir, located slightly southwest of Kirkuk, is a predominantly Turkman village which was liberated from ISIS in May 2016 (after six attempts) by Turkman militia supported by the Peshmerga.



Le niveau de destruction des bâtiments et des infrastructures à Daquq et à Bashir est considérable : tous les bâtiments sont endommagés à un certain degré et au moins 75 % d'entre eux sont soit très lourdement endommagés, soit totalement détruits. Le déminage des bâtiments lourdement endommagés ou détruits exige des engins de terrassement ou de construction blindés, moyens dont ne dispose pas actuellement le projet. Néanmoins, les structures en place ont été déminées à chaque fois que cela a été possible et le projet s'est concentré sur le déminage des pâturages et des terres cultivables situées à proximité des communautés, pour permettre le pâturage des moutons et la culture du blé pour les familles attendant de pouvoir rentrer chez elles et commencer la reconstruction.

The level of destruction of the buildings and infrastructure in Daquq and Bashir is something to behold – every building is damaged to some degree and at least 75% are either very heavily damaged or totally destroyed. Clearance of heavily damaged or destroyed buildings requires armoured mechanical earth moving or construction machines – a capacity that the project does not currently possess. Nevertheless, standing structures were cleared when possible and the project concentrated on clearing pasture and crop land in the vicinity of the communities to allow sheep grazing and wheat farming to occur while people were waiting to return to their homes and start rebuilding.

Au début du mois de décembre, après une session de formation au déminage des EEI, le projet a été réorganisé : il est passé de deux équipes de déminage à trois et a déployé l'une des équipes dans le district de Makhur, dans le gouvernorat d'Erbil. Libérés à la mi-octobre à l'approche de la campagne de Mossoul, ces villages étaient très pollués. Ils se distinguaient des zones des missions précédentes puisqu'une partie significative de la population d'origine était rentrée chez elle. Dans cette zone, les tâches se répartissent entre le déminage des maisons et des bâtiments dans lesquels vivent les populations de retour d'exil et celui des terres arables entourant les villages.

En 2016, la FSD a effectué 31 missions de déminage, 11 missions de contrôle de neutralisation des explosifs et a procédé à la sécurisation de plus de 550 000 m² de terrain remis aux communautés locales. 1297 EEI et 120 engins non explosés ont été détruits au cours de cette année. En 2017, le projet continuera de se concentrer sur le déminage des zones dangereuses dans les districts de Makhmur (gouvernorat d'Erbil) et de Daquq (gouvernorat de Kirkuk) ; il espère voir le nombre d'équipes de déminage et d'enquête augmenter et pouvoir ajouter une ressource mécanique à son tableau de service.



Une vieille femme montre l'entrée d'un tunnel, que Daesh a creusé dans sa maison. Elle n'ose pas retourner chez elle tant que le tunnel n'est pas complètement investigué et sécurisé.

En attendant, les équipes de la FSD ont exploré à fond le tunnel, de près d'un kilomètre de long. Il était rempli d'engins explosifs improvisés, qui ont maintenant tous été enlevés et détruits. Le responsable des opérations de la FSD nous montre l'entrée du tunnel, dont le déminage a duré près de deux semaines.

In early December 2016, after a VOIED Clearance Course was conducted, the project reorganised from two to three clearance teams and deployed one team to Makhmur District in Erbil Governorate. The villages had been liberated in mid October as part of the leadup to the Mosul campaign and are heavily contaminated. The villages contrasted to the earlier task areas as a significant number of the former population had returned to their homes. Tasks in this location are split between clearance of returnee's homes and other buildings and that of the farmland surrounding the communities.

In 2016, the FSD completed 31 clearance tasks, 11 EOD Spot Tasks and returned more than 550,000 m² of safe land to the community. 1297 VOIEDs and 120 items of UXO were destroyed during the course of the year. In 2017, the project will continue to focus on clearance of Hazardous Areas in the districts of Makhmur (Erbil Governorate) and Daquq (Kirkuk Governorate) and hopes to increase the number of clearance and survey teams and add a mechanical resource to the roster.



This old lady shows the entrance to a tunnel, which ISIS have dug into her house. She does not dare to return to her home before the tunnel has been fully investigated and secured.

FSD teams in the meantime have fully investigated the almost 1 km long tunnel. It was rigged with VOIEDs which have all been removed and destroyed now.

The FSD operations manager shows the entrance to the tunnel where they have been working on this tunnel clearance for almost two weeks.

DÉSERT - Démolition des EEI DESERT - Demolition of IED



DEBAGA - Population déplacée
DEBAGA - Displaced population





BASHIR - reconstruction

BASHIR - reconstruction



Les responsables des opérations FSD, Haji Asso et Steve Munro, sont informés par un réfugié qui essaie de retourner chez lui.

Le jeune homme explique que lorsque Daesh a capturé son village, il n'a laissé aux habitants aucun autre choix que de tout abandonner: leurs maisons, leurs biens, leurs économies.

De retour dans son ancienne maison, il la retrouve totalement détruite, sans aucun moyen pour la reconstruire. Il cherche dans les décombres quelques souvenirs, des biens de son passé, mais en vain. Tout a été détruit.

FSD operations managers Haji Asso and Steve Munro being briefed by a refugee who tries to return to his home.

The young man explains that when ISIS captured his village, they left the inhabitants no choice but to abandon all their houses, belongings and cash reserves.

Returning to his former home now, he finds it totally destroyed, without any means to reconstruct it. Also searching in the rubble does not help him recover any of his former belongings. All is gone.



ACTION CONTRE LES MINES

MINE ACTION

TADJIKISTAN

Au cours des dernières années, des progrès ont été réalisés en matière de remise à disposition des terres grâce aux enquêtes et aux opérations de neutralisation. Il reste toutefois beaucoup à faire pour se conformer pleinement à la Convention d'Ottawa et pouvoir déclarer le Tadjikistan dépourvu d'impacts de mines d'ici à 2020. Le pays faisant face à une réduction du soutien financier dédié au secteur de déminage humanitaire et n'ayant pas réussi à maintenir des capacités analogues aux années précédentes, il est peu probable que cet objectif soit atteint. Cette tendance négative a également touché de manière directe la FSD au cours des dernières années, en raison de la suppression des aides accordées par le ministère allemand des Affaires étrangères et le Japon. Si l'année 2015 a été marquée par une légère diminution du soutien financier du département d'État des États-Unis, l'année 2016 a été plus positive grâce à l'octroi d'une subvention maintenue pour le déminage et l'élimination des armes et des munitions. La FSD Tadjikistan a été victime d'un terrible accident de la route en juin 2016, lorsque l'une des équipes de déminage était en route pour un champ de mines. En effet, le véhicule a fait une chute spectaculaire dans la rivière Piandj et cinq de ses sept occupants ont perdu la vie. La FSD a accepté une mission très difficile dans la zone de pâturages de haute altitude (3 500 m) de la région de Tajikobod/Safedob, sur demande des autorités de déminage tadjikes et du représentant des donateurs de la FSD (département d'État des États-Unis). Cette mission a été accomplie avec succès et la région a été remise aux autorités locales. L'équipe de déminage manuel de la FSD a achevé la neutralisation de deux zones dangereuses en 2016 et a dépassé les résultats attendus : elle a déminé un total de 88 500 m² de terrain et 160 000 m² supplémentaires via des activités d'enquête et de remise à disposition des terres. En raison de l'implication et des résultats positifs de l'équipe de déminage en 2016, le département d'État des États-Unis s'est engagé à financer une équipe de déminage supplémentaire en 2017. Le projet d'élimination des armes et des munitions de la FSD s'est également poursuivi avec la destruction du matériel de guerre et des armes issus des stocks des forces de sécurité tadjikes, qui provenaient principalement du ministère de l'Intérieur, des gardes-frontières et des gardes nationaux/du ministère de la Défense. Au Tadjikistan, les opérations d'élimination des armes et des munitions ont démarré en 2009 et c'est aujourd'hui un total de 750 tonnes de grosses pièces de munitions, de plus d'un million de munitions d'armes légères et de plus de 1 500 mines qui a été détruit. Les opérations d'élimination des armes et des munitions de la FSD se sont récemment compliquées en raison de l'insécurité croissante à la frontière tadjiko-afghane ainsi que des troubles politiques et administratifs consécutifs à l'insécurité ressentie dans la région.

TAJIKISTAN

Progress in land release has been made in recent years through survey and clearance, although much still remains to be done to achieve full compliance with the Ottawa treaty for a mine impact-free Tajikistan by 2020. This objective is unlikely to be met as the country has witnessed diminishing funding support in the humanitarian de-mining sector and has not been able to maintain similar capabilities in the country as in previous years. This negative trend has also directly affected the FSD in the last few years, due to the withdrawal of support from the German Foreign Office and Japan. Although 2015 saw a small reduction in US Department of State funding, 2016 was more positive with a sustained de-mining and weapons and ammunition disposal grant in place. FSD Tajikistan experienced a terrible vehicle accident in June 2016 when one of the de-mining teams was on its way to a minefield; this road accident resulted in the vehicle plummeting into the rapid torrents of the River Panj and five of the seven vehicle occupants lost their lives. The FSD accepted a very challenging task in the Tajikobod/Safedob region's 3,500 feet altitude pasture area, which was requested by the Tajik Mine Action authorities and FSD's donor representative (US State Department). The task was completed and the area successfully cleared and handed over to the local authorities. FSD's manual de-mining team completed clearance of two hazardous areas in 2016 in total and exceeded its planned results - in total clearing 88,500 square metres of land and a further 160,000 square metres by land release/re-survey activities. Due to the commitment and positive results of the de-mining team in 2016, the US Department of State has committed to an additional de-mining team for 2017. FSD's weapons and ammunition disposal project also continued in 2016 destroying ordnance and weapons from Tajikistan security force stockpiles; these were mainly from the Ministry of Interior, the Border Guards and the National Guards/Ministry of Defence. The Weapons and Ammunition Disposal (WAD) operations in Tajikistan first started in 2009 and have now destroyed a total of 750 tons of large calibre ordnance, over a million items of small arms ammunition and over 1,500 mines. FSD's WAD operations became more challenging of late due to growing insecurity on the Tajik-Afghan border as well as from political and administrative hurdles as a fall out of perceived insecurity in the region.

La FSD gère également des projets de dépollution environnementale au Tadjikistan et l'année 2016 a vu l'achèvement de la première phase d'un projet de dépollution en matière de pesticides. Ce projet consistait en la construction de quatre maisons et au relogement de vingt personnes qui vivaient au-dessus d'une ancienne décharge de pesticides à Jaihun/Kumsangir, à 200 km au sud-ouest de Douchanbé. Parallèlement à ce projet, la FSD a également effectué une enquête et une intervention socio-médicale dans ce village afin d'aider la population locale. La deuxième phase du projet doit démarrer début 2017, lorsque la décharge de pesticides pourra être déterrée et éliminée à l'aide de mesures de dépollution mises en place sur l'ancien site, afin de garantir l'intégrité et la sécurité des sources d'eau et du milieu environnant.

AFGHANISTAN

En 2016, la FSD a poursuivi son programme d'action dans la région de Darwaz, à la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan, au nord-est du pays (province du Badakhchan). Ce programme vise à mener des opérations de remise à disposition des terres, de déminage manuel, d'éducation quant aux risques liés aux mines, ainsi que des enquêtes non techniques, des missions de contrôle de neutralisation des explosifs et des activités d'identification et de collecte de données sur les victimes de restes explosifs de guerre (REG). Le programme de 2016 a mis en place trois équipes de déminage manuel et une équipe chargée à la fois des enquêtes et de la neutralisation des explosifs, qui exploitait le concept à succès de la méthodologie MEIFCS (Mine Risk Education/Mine ERW Impact Free Community Survey). Il est composé de deux entités principales. La première, la FSD Afghanistan, inscrite au ministère des Affaires économiques de la République Islamique d'Afghanistan, est une organisation de déminage et d'éducation quant aux risques liés aux mines effectuant des opérations sur le territoire afghan. La seconde, la FSD Darwaz, est inscrite au ministère de la Justice de la République du Tadjikistan. Elle fournit soutien, logistique et gestion à la FSD Afghanistan depuis le Tadjikistan, en raison de l'inaccessibilité des cinq districts de la région de Darwaz, séparés du reste de l'Afghanistan par les montagnes de l'Hindu Kush. De décembre à février, les conditions hivernales rigoureuses dues à la topographie et au climat de la région empêchent l'instauration de conditions de travail sûres et l'accès aux champs de mine du Badakhchan. En février et mars 2016, la FSD a mis en place les indispensables formations et perfectionnements techniques et médicaux avec le personnel de direction et les démineurs, afin de permettre aux opérations de redémarrer dès la mi-mars. Les équipes de déminage ont été déployées dans le district de Darwazbala, dans des zones identifiées pour le développement futur d'infrastructures et d'activités agricoles, où elles y sont restées jusqu'à la fin de l'année 2016. Leur travail s'est concentré sur des champs de mines situés sur la frontière des districts de Darwazbala et de Shighnan, le long de la rivière Piandj, qui menaçaient la construction de la route qui doit relier directement Darwaz à Faizabad (une partie de la Route de la Soie). L'équipe d'enquête et de neutralisation des explosifs a quant à elle été déployée dans le district de Shaki puis, à la fin de sa mission, dans celui de Nusai, où elle a mené des opérations sous mandat de la MEIFCS jusqu'à la clôture du programme pour la période hivernale. L'objectif principal de la FSD dans la région est d'éliminer les risques explosifs et de réduire la menace pour les populations locales, contribuant ainsi à la stabilisation en matière de sécurité transfrontalière dans la région. Par ailleurs, les activités permettent de mettre en place des projets de suivi, de reconstruction et d'infrastructures améliorant non seulement l'accès aux terres arables en vue d'un usage agricole, mais aussi les routes pour le transport et la liberté de mouvement pour

The FSD also manages some environmental remediation projects in Tajikistan with 2016 witnessing the completion of the first phase of a pesticide remediation project. This was the successful building of four houses and the relocation of twenty people who were living on top of an obsolete pesticide dump in Jaihun/Kumsangir, 200km south west of Dushanbe/Tajikistan. In parallel, the FSD also conducted a socio-medical survey and intervention in the same village to support the local people. The second phase of the project is planned to start in early 2017 when the pesticide dump will be able to be dug up and disposed of with remediation measures put in place in the old site to ensure the integrity and safety of water sources and the surrounding environment.

AFGHANISTAN

The FSD continued its programme in the Darwaz region along the Tajik/Afghan border in Badakhshan Province in north-east Afghanistan during 2016. The programme conducts land release, manual mine clearance operations, mine risk education, non-technical survey operations, Explosive Ordnance Disposal (EOD) spot tasks, identification and collection of landmines and Explosive Remnants of War (ERW) victims' data collection activities. The programme in 2016 consisted of three manual de-mining teams and one multi-task survey and EOD team utilising the successful concept of the "Mine Risk Education/Mine ERW Impact Free Community Survey (MEIFCS)" methodology. The Afghan programme consists of two main components. First, FSD Afghanistan, registered with the Ministry of Economics of the Islamic Republic of Afghanistan (IRoA), as a pure de-mining and mine risk education organisation conducting operations on IRoA territory. The second component is FSD Darwaz, registered with the Ministry of Justice of the Republic of Tajikistan. FSD Darwaz provides support, logistics and management for FSD Afghanistan from Tajikistan, due to inaccessibility of the five districts of the Darwaz region, which are separated from the rest of the IRoA by the mountains of the Hindu Kush. Due to the topography and climate in the region, severe winter weather conditions from December to February prevent safe working conditions and access to the minefields of Badakhshan. During February/March 2016, the FSD conducted its essential technical and medical training and refresher training with leadership personnel and de-miners, which allowed operations to re-start from mid-March. The de-mining teams deployed into the Darwazbala district continued to the end of 2016 in areas identified for future development of infrastructure and agricultural projects. This was mainly concentrated on minefields in the border districts of Darwazbala and Shighnan along the River Panj that posed a threat for the road construction (part of the historical "Silk Road") that will link Darwaz directly with Faizabad. The Survey and EOD (MEIFCS) team was deployed into Shaki District, and on completion of that task it was re-deployed into the Nusai District conducting MEIFCS-mandated operations until the closing of the program for the winter stand down period. The FSD's ultimate aim in the region is to clear explosive hazards and reduce the threat posed to local communities, which will also contribute to the regional cross-border security stabilisation. As a secondary goal, activities will also allow follow-on and subsequent

le commerce. L'interaction avec les populations locales, encouragée par l'emploi de main-d'œuvre nationale au sein de la FSD, permet à ces populations de développer des compétences administratives, financières et techniques et favorise le développement de compétences nationales en matière de déminage, de gestion de projet et de liaison avec les populations. Toutes les activités de la FSD dans la région sont opérées dans un contexte de coopération transfrontalière fragile entre la FSD et les autorités afghanes et tadjikes, et à travers une gestion solide et un contrôle des équipes techniques de déminage dans des environnements hostiles et difficiles. Le programme permet non seulement de bâtir de meilleures relations entre ces entités, mais également de renforcer la coordination entre les autorités régionales de déminage respectivement établies à Douchanbé et Kaboul, ce qui a favorisé la création d'une structure de projet unique ayant enregistré un franc succès en matière d'élimination des risques et de réduction de la menace pour des milliers de personnes, deux éléments qui constituent une partie fondamentale du calendrier stratégique de déminage pour l'Afghanistan.

PHILIPPINES

Tout au long de l'année 2016, le programme de déminage de la FSD aux Philippines a poursuivi son objectif visant à réduire les risques d'explosions, accroître les capacités des organisations locales et des volontaires en matière de déminage et faciliter les opérations conjointes de déminage des engins non explosés entre le gouvernement des Philippines et le Front Moro islamique de libération (FMIL). Les activités de la FSD, mises en place dans le cadre du programme « Instrument contribuant à la stabilité et à la paix » de l'Union européenne, soutiennent le processus de paix à Mindanao entre le gouvernement des Philippines et le Front Moro islamique de libération. Ce programme comprend une enquête non technique sur les restes explosifs de guerre (REG), l'éducation aux risques liés aux mines, aux REG et aux engins explosifs improvisés (EEI) ainsi que la coordination de la neutralisation des REG. Le déminage a constitué un moyen utile et politiquement neutre pour développer le respect, la confiance et la compatibilité entre les acteurs du processus de paix. En 2016, les instructeurs de la FSD ont également formé le personnel de la Joint Peace and Security Team (JPST) aux procédures de rapports et de sensibilisation aux REG. Les membres de la JPST sont issus du gouvernement et du FMIL et seront responsables du maintien de la paix et de l'ordre lors de la phase de désarmement de l'accord de paix à Mindanao. Le programme de la FSD comprend également une assistance à la coordination de la neutralisation des REG. La force opérationnelle conjointe (JTF) de déminage, dirigée par la FSD, reste le centre d'action anti-mines de facto. Depuis la fin de l'année 2016, 41 missions de neutralisation des REG ont été coordonnées par la JTF. Une telle coordination constitue une partie essentielle du processus de paix puisqu'elle permet la coopération du gouvernement philippin et du FMIL sur la sécurité et les aspects techniques de la neutralisation des REG. Outre ce travail de neutralisation technique, la FSD a mené plus de 450 enquêtes auprès de communautés locales et de villages de la région de Mindanao. 153 communautés ont identifié des dangers liés à des REG et 132 victimes de mines et de REG ont été signalées et ont fait l'objet d'une enquête. Partout où cela se révèle possible, la FSD travaille en collaboration avec les organisations locales et internationales appropriées afin de mobiliser une assistance aux victimes. En collaboration avec les bureaux de réduction et de gestion des risques de catastrophe (DRRMO) locaux et régionaux, et afin de contribuer à la sécurité des populations de retour d'exil dans leur village, une formation aux risques liés aux REG a été dispensée aux personnes

reconstruction and infrastructure projects in improving access to arable land for farming, roads for transportation and freedom of movement for commercial activities. Interaction with local communities, aided by employing local nationals within FSD's structure, builds administrative, financial and technical skills within those communities in the regions and helps to develop a national capacity in demining, project management and community liaison. All of FSD's activities in the region are conducted through a delicate balance of cross-border cooperation between the FSD and the Afghan and Tajik authorities, and through strong management and control of technical de-mining teams in hostile and challenging environments. The programme not only builds better relations between these entities, but also increases coordination between regional mine action authorities in Dushanbe and Kabul respectively. This creates a truly unique project structure which has enjoyed great success in clearing hazards and reducing the threat to thousands of people, all of which are a key part in the strategic mine action clearance schedule for Afghanistan.

PHILIPPINES

Throughout 2016, FSD's Mine Action programme in the Philippines continued with its objective of reducing the risk from explosive hazards, expanding the capacity of local organisations and volunteers in Mine Action, and facilitating joint Government of the Philippines and Moro-Islamic Liberation Front (MILF) unexploded ordnance clearance operations. FSD's activities, implemented under the European Union's "Instrument Contributing to Stability and Peace" programme, support the Mindanao Peace Process between the Government of the Philippines and the Moro-Islamic Liberation Front. The programme includes unexploded ordnance (UXO) non-technical surveys, risk education (MRE) concerning mines, UXO and improvised explosive devices (IED) and coordination of UXO clearance. Mine Action has been a useful, politically-neutral means by which to build trust, confidence and interoperability between the parties to the Peace Process. In 2016, FSD instructors have also trained Joint Peace and Security Teams (JPSTs) in UXO risk awareness and reporting. JPST members are drawn from government and MILF personnel and will be responsible for peace and order during the de-commissioning phase of the Mindanao peace agreement. FSD's programme also includes assistance in the coordination of UXO clearance. The Joint Task Force on Mine Action, led by the FSD, remains the de-facto mine action centre. As at the end of 2016, 41 UXO clearance tasks have been coordinated through the joint task force. Such coordination is a critical part of the peace process as it brings the Philippine Government and the MILF to cooperate on the security and technical aspects of UXO clearance. In addition to technical clearance work, the FSD has completed over 450 surveys of communities and villages across the Mindanao region. 153 communities identified UXO hazards and 132 mine and UXO victims were reported and investigated. Wherever possible, the FSD works with appropriate local and international organisations to

déplacées des suites d'un conflit, comprenant la résolution de conflits liés à l'occupation des sols. Les populations touchées par les REG ont bénéficié en priorité de l'Education aux Risques des Mines (ERM) et, à la fin de l'année 2016, la FSD et son réseau de volontaires locaux avaient dispensé 1 983 sessions d'ERM à 126 094 bénéficiaires. En collaboration avec le ministère de l'Éducation des Philippines, la formation des professeurs à l'ERM et la diffusion de l'ERM dans les écoles se sont poursuivies tout au long de l'année 2016. Soixante volontaires locaux, dont vingt recrues de la police nationale philippine, ont également été formés à l'ERM et déployés sur le territoire. Quatre volontaires ont aussi été formés comme instructeurs assistants. Les formations pour formateurs à l'ERM sont désormais principalement dispensées par des instructeurs philippins et, en 2017, la FSD a prévu de renforcer sa formation des instructeurs afin de permettre au ministère de l'Éducation et à d'autres organisations locales d'organiser leurs propres formations à l'ERM. Grâce au financement de l'Union européenne, le programme de déminage de la FSD continuera de soutenir le processus de paix à Mindanao en 2018. Le programme axera ses efforts sur le renforcement des capacités des organisations locales, et notamment des réseaux de volontaires à l'ERM et des équipes conjointes de soutien à la paix, ainsi qu'à l'établissement d'un centre de déminage de Bangsamoro.

UKRAINE

Cela fait maintenant trois ans que la FSD intervient en Ukraine. Cette année, une enquête et des opérations de déminage sur le terrain ont été lancées parallèlement au développement des démarches concernant l'éducation aux risques liés aux mines (ERM). L'effort déployé a été rendu possible par les fonds accordés par le Programme pour la stabilisation et les opérations de paix du gouvernement canadien (obtenus en septembre 2016) en plus des fonds additionnels accordés par l'UNICEF. Les conflits continuent de toucher les régions à l'est de Donetsk et de Louhansk. Bien que la ligne de contact entre les zones contrôlées et non contrôlées par le gouvernement soit restée dans une situation relativement stable au cours de l'année précédente, les recrudescences locales de violence (notamment en janvier 2017, près du village d'Andriivka), l'instabilité régionale et la détérioration des infrastructures et services locaux sur la ligne de front restent monnaie courante. Ces régions, qui abritent de grandes zones occupées par des civils, sont parsemées de mines et de restes explosifs de guerre (REG), et plusieurs terrains agricoles sont actuellement inutilisables pour cette même raison, aggravant ainsi l'impact économique. L'Ukraine poursuit ses efforts visant à la mise en place d'une autorité nationale de déminage ainsi que d'un centre de coordination du déminage. La FSD participe aux ateliers et aux consultations menés pour faire avancer ce projet. Ces institutions sont actuellement sujettes à la promulgation d'une loi de déminage dont la forme est débattue par le parlement ukrainien. Au cours de cette période transitoire, la FSD, en tant qu'organe de coordination désigné de facto, coordonne les efforts avec le ministère de la Défense ainsi qu'avec le Service d'état d'urgence, d'autres ONG de déminage et le mécanisme englobant le sous-groupe de déminage dirigé par le Programme des Nations Unies pour le développement. Le personnel de terrain de la FSD a rénové puis s'est installé dans un nouveau siège opérationnel à Slaviansk, comprenant des bâtiments pour la maintenance et le stockage des équipements, des salles de classe et des zones dédiées au personnel de bureau. Cet espace a ainsi pu fournir une plateforme destinée à l'entraînement de l'équipe d'enquêtes non techniques (opérationnelle en février 2017) et à l'entraînement initial d'une équipe de neutralisation des mines en zones de combats. L'équipe de neutralisation sera opérationnelle d'ici fin

mobilise victims' assistance. In coordination with local and regional Disaster Risk Reduction and Management Offices, and to help ensure returnees' safety once they returned to their villages, UXO risk education was provided for people displaced by conflict, including resolving local land disputes. UXO-affected communities were prioritised for MRE and, by the end of 2016, the FSD and its network of local volunteers had delivered 1,983 MRE sessions to 126,094 beneficiaries. In cooperation with the Philippines Department of Education, training of teachers as MRE providers and delivery of MRE to schools continued through 2016. A further 60 local MRE volunteers, including 20 Philippine National Police recruits, were also trained and deployed. Four volunteers were also trained as assistant instructors. MRE Train-the-Trainer courses are now being mainly taught by Filipino instructors and in 2017 the FSD will concentrate on further instructor training, to enable the Department of Education and other local organisations to run their own MRE provider courses. Under European Union funding, FSD's Mine Action programme will continue to support the Mindanao Peace Process into 2018. The programme will focus on capacity building in local organisations, including MRE volunteer networks, joint peace support teams and the establishment of a Bangsamoro Mine Action Centre.

UKRAINE

The FSD is now in its third year operating in Ukraine; this year sees the start of mine survey and clearance operations on the ground alongside the further development of the Mine Risk Education (MRE) effort. The expanded effort is made possible by funding from the Peace and Stability Operations Programme of the Government of Canada (secured in September 2016) alongside additional project funds from UNICEF. Conflict continues to affect the Eastern regions of Donetsk and Luhansk; although the contact line between the government-controlled and non government-controlled areas has remained relatively stable in the last year, local flare-ups of violence (significantly in January 2017 around the village of Andriivka), regional instability and damage to local services and infrastructure on the front line remain common. These regions contain widespread areas in civilian use which are contaminated with mines and Unexploded Ordnance (UXOs), and several agricultural fields which are unusable due to this problem, compounding the economic impact. Ukraine is continuing in its efforts to establish a National Mine Action Authority (NMAA) and a Mine Action Co-ordination Centre (MACC), and the FSD has been party to workshops and consultations furthering this process. Currently these institutions are subject to the implementation of a Mine Action law, the form of which is under debate in the Ukrainian parliament. In the interim period, the FSD is co-ordinating efforts with the Ministry of Defence as the de facto co-ordination body, as well as the State Emergency Service, other Mine Action NGOs and the overarching mechanism of the United Nations Development Programme-led Mine Action Sub-cluster. FSD field personnel have now renovated, and moved into, new operational headquarters in Slaviansk, which include facilities for equipment maintenance and storage, classrooms and dedicated areas for office staff. This has provided a platform for training a Non-Technical Survey team (operational in February 2017) and the initial

avril 2017 et se déploiera dans la région de Donetsk pour commencer la neutralisation des zones contaminées dans lesquelles une enquête préliminaire aura été effectuée.

Le programme d'ERM de la FSD Ukraine continue d'être appliqué dans les écoles, les camps d'été et les centres communautaires dans les zones contrôlées par le gouvernement, offrant des présentations directes et adaptées aux enfants et aux adultes de la région. Ces présentations donnent des informations concises mais néanmoins essentielles sur la menace que représentent les mines et les REG. En mars 2017, c'est à plus de 120 000 que s'élevait le nombre de bénéficiaires de ces présentations, dispensées depuis le début des opérations dans le pays. En outre, la FSD continue de fournir et de placarder des affiches sur l'éducation aux risques aux principaux points de passage sur la ligne de contact.

La FSD Ukraine désire poursuivre l'expansion commencée cette année et augmenter sa capacité de neutralisation grâce au personnel entraîné ayant déjà été recruté et déployé, tout en maintenant la forte réputation acquise en matière d'ERM. D'éventuels projets futurs incluent la recherche et la réduction d'autres risques environnementaux dans la région (tels que les usines industrielles et chimiques abandonnées et d'autres déchets toxiques) ainsi que l'entraînement et le déploiement d'équipes de neutralisation des REG chargées des tâches de contrôle.

COLOMBIE

2016 a été une année de changements considérables pour la Colombie. La signature de l'accord de paix entre le gouvernement et les FARC, le référendum qui en a découlé et son échec, ainsi que le prix Nobel attribué au président Santos ont été des événements majeurs et intenses qui se sont produits parallèlement au lancement du plan quinquennal pour le déminage du pays, que le président a officiellement lancé le 8 mai à l'occasion d'une conférence de donateurs à Bogota.

Le processus de déminage est particulièrement complexe en Colombie, en raison de ses nombreuses interconnexions avec le programme de restitution des terres, la démilitarisation des FARC et le programme d'éradication de la coca. Ces trois défis sont strictement liés à la présence des restes explosifs de guerre, supposément nombreux dans les zones touchées par cinquante ans de conflits.

La DAICMA, (direction pour l'action intégrale contre les mines anti-personnel), autorité nationale colombienne responsable du processus de déminage, a sollicité un soutien international lui permettant de se conformer aux normes adaptées au suivi, à la distribution des tâches, au soutien aux ONG et aux entreprises accréditées, afin d'être en mesure de mener les opérations nécessaires.

Suite à l'appel d'offre émis par le département d'État des États-Unis, la FSD a pu envoyer, à partir du mois de mai, un expert technique qui a commencé à travailler dans les locaux de la DAICMA avec pour objectif de définir l'ensemble des normes locales conformément aux normes internationales.

Sur demande de la DAICMA, la FSD a déployé pendant la seconde partie de l'année, un groupe d'experts plus important afin de fournir un appui dans les domaines du déminage mécanique, des chiens et de l'environnement.

Cette équipe a été opérationnelle à partir du début de l'année 2017. Les défis auxquels la Colombie fait face sont nombreux et proportionnels à la taille et à la complexité du pays. Ses reliefs variés, ses vastes parcs naturels et la question des populations autochtones sont autant de raisons de venir en aide à ce pays si vaste, tant d'un point de vue culturel qu'environnemental, afin qu'il puisse réussir sur la difficile voie du relèvement post-conflit.

training of a Battle Area/Mine Clearance team. The clearance team will be operational by the end of April 2017 and will deploy to begin clearing contaminated, pre-surveyed areas in the Donetsk region. FSD's Ukraine mine risk education capability continues to work in schools, summer camps and community centres in government-controlled areas, providing tailored direct presentations to children and adults throughout the region. These presentations provide concise but vital messaging about the threat from Mines and UXO and as of March 2017 the teams have delivered these presentations to over 120,000 beneficiaries in Donestsk and Luhansk since the start of operations in the country. In addition the FSD continues to supply and maintain risk education posters at the main crossing points on the contact line. FSD Ukraine will seek to maintain the expansion begun this year and grow its clearance capability, building on the trained personnel that have already been recruited and deployed, whilst maintaining the strong reputation that has been earned for MRE. Future potential plans include the investigation and mitigation of other Environmental Hazards in the region (such as abandoned industrial chemical plants and other toxic wastes) and the training and deployment of independent Explosive Ordnance Disposal teams to handle spot tasks.

COLOMBIA

2016 was a year of considerable change in Colombia. The signature of the Peace deal between the government and FARC, the subsequent referendum and its failure and the Nobel Peace Prize awarded to President Santos were all important and intense developments which happened at the same time as the launching of the five year plan for de-mining the country. President Santos officially launched the plan on May 8th in a donor conference in Bogota. The clearance process in Colombia is particularly complex because of the many links attached to it. The land restitution plan, the demilitarisation of the FARC and the coca eradication plan are all intimately related to the presence of Explosive Remnants of War, which is expected to be extremely high in the areas affected by fifty years of war. DAICMA, Dirección para la Acción Integral Contra Minas Antipersonal, the National Authority responsible for the process of clearance, requested international support in reaching appropriate standards for monitoring, tasking and assisting the NGOs and companies accredited to conduct the necessary operations. As a result of the tender released by the US Department of State, the FSD could deploy, from May onwards, a technical expert who started working at the DAICMA premises with the objective of drafting the entire set of standards in compliance with international norms. During the second half of the year, upon DAICMA's request, the FSD launched the deployment of a larger group of experts to provide support in the fields of mechanical de-mining, dog deployment, and the environment. The team would only be operational from early 2017. The challenges in Colombia are many, and proportional to the size and complexity of the country. Its diverse topographies, its large natural parks, and the question of the indigenous people make such a vast, culturally and environmentally different country worthy of help in succeeding with the difficult path of post conflict rehabilitation.

EAU ET ENVIRONNEMENT

WATER AND ENVIRONMENT

JAIHUN/KUMSANGIR, VILLAGE N°1, TADJIKISTAN

Le village n°1 de Kumsangir est l'une des nombreuses zones polluées par des décharges de pesticides obsolètes en Asie centrale. Sur ce site, des populations vivaient au-dessus de la zone à risque dans laquelle des pesticides étaient enfouis, vivant et stockant leurs moyens de subsistance dans les restes d'une ancienne installation de stockage de pesticides. Au total, quatre familles (18 personnes) vivaient sur le site et neuf résidents étaient des enfants très vulnérables âgés de quatre à neuf ans. Six maisons étaient construites sur la zone à risque, et au moins deux étaient construites partiellement avec des matériaux de construction contaminés. Les quatre familles ne disposaient pas non plus des documents de propriété adéquats et occupaient le terrain illégalement.

Cette zone avait été rendue dangereuse par un ancien entrepôt de pesticide sur une surface de 1400 mètres carrés, aujourd'hui disparue. À l'heure actuelle, seule une partie des murs et des cloisons d'origine subsiste. Avant la création d'un site d'enfouissement des pesticides plus important à Vakhsh, en 1970, l'usage consistait à enfouir les quantités de pesticides en excès sur les terrains entourant les installations de stockage. Afin d'entreprendre toute activité de dépollution du site d'enfouissement des pesticides et de la zone à risque, il était nécessaire de déplacer les habitants dans un nouveau logement au sein de la ville. La FSD s'est lancée dans un projet initial en 2016, en collaboration avec des donateurs privés, le gouvernement local et le Comité tadjik de protection environnementale (CoEP).

Après une conception et une planification approfondies, la construction des quatre nouvelles maisons a été coordonnée avec le CoEP, et l'autorisation de construire les maisons sur une parcelle de terrain désignée à cet effet a été accordée. La FSD a employé les architectes et le personnel de construction nécessaires et a fourni la logistique et les infrastructures administratives pour achever la construction. Les maisons ont été terminées dans un délai de quatre mois et officiellement remises aux familles le 13 décembre 2016, lors d'une cérémonie présidée par le responsable des opérations de la FSD et le maire de la localité.

Outre le projet de relogement, la FSD a conduit un projet socio-médical de recueil de données de référence et de soutien au sein de la ville. Ce projet a été réalisé à l'aide d'un médecin local de Jaihun/Kumsangir, qui a été embauché afin de prendre en charge la coordination avec les autorités de santé locales, les hôpitaux, les médecins et les familles, élaborer et mettre en œuvre le recueil de données de référence de santé prévu initialement. La FSD a analysé les données issues de l'intervention sanitaire et a hiérarchisé l'aide sanitaire de base qui pouvait être apportée pour certaines des affections les plus graves constatées au moment de l'opération de recueil de données.

Alors que l'objectif initial de ce projet était de fournir un hébergement basique et de rassembler des données médicales, la coopération de la communauté locale, l'aide du CoEP et le soutien des autorités tadjikes ont produit un effet multiplicateur de résultats. La construction des nouvelles maisons a non seulement entraîné davantage de coopération

JAIHUN/KUMSANGIR, VILLAGE NO 1, TAJIKISTAN

Kumsangir settlement #1 is one of many areas contaminated by obsolete pesticide dumps in Central Asia. Specifically, at this site, people were living on top of the hotspot area and on top of buried pesticides using remains of a former pesticide storage facility for their housing and livelihoods. In total, four families (18 people) were living on the site and nine of the inhabitants were highly vulnerable children between the ages of four and nine. There were six houses built on the hotspot, and at least two were reported as constructed partly with contaminated construction materials. Also, the four families did not possess adequate official land ownership documents and were therefore occupying the land illegally.

The hotspot area was created by a former, now defunct, pesticide storage facility with an area of 1,400 square metres. Today, only parts of the original walls and partitions remain. Before the establishment of a much larger pesticide burial site in Vakhsh, in 1970, the tradition was to bury excess amounts of pesticides within the ground surrounding the storage facilities. In order to undertake any remediation activities of the buried pesticide site and hotspot area, it was necessary to move the current inhabitants into new housing at a new site in the town. The FSD embarked on an initial project in 2016 to do this in coordination with private donors, the local government and the Tajik Committee of Environmental Protection (CoEP).

After considerable planning and design, the construction of the four new houses was coordinated with the CoEP, and authorisation was given to construct the houses on a specific and designated plot of land. The FSD employed all necessary architects, construction personnel and provided the logistics and administration to complete the construction task. The houses were completed within a four month time frame and officially transferred to the families at a hand over ceremony conducted by FSD's Head of Operations and the local Mayor on Tue 13th December 2016.

In addition to the housing relocation project, the FSD conducted a socio-medical baseline data gathering and support project in the town. This was done by employing a local doctor from Jaihun/Kumsangir who was able to perform all liaison and coordination with local health authorities, hospitals, doctors and individual families in order to design and implement the initial health baseline data collection. The FSD analysed the initial data from the health intervention and produced a prioritisation of basic health support which could be provided for some of the more serious ailments found during the initial data collection survey.

Whilst the initial objective of this project was to provide some basic housing and to collect some medical data, the cooperation of the local community, the help of the CoEP and the support from the relative Tajik authorities produced a multiplier effect in terms of results. The construction of the new houses not only spawned more cooperation and hope within the community, but it helped the local

et d'espoir au sein de la communauté, mais elle a également permis aux autorités locales de montrer une évolution positive et des progrès dans une région très rurale et frappée par la pauvreté. Les réactions positives et les commentaires élogieux adressés par les populations locales à la FSD durant toutes les étapes de ce projet ont été précieux. L'intervention sanitaire a eu un impact très important, notamment au vu de son budget relativement modeste par rapport à celui de la phase de construction. La communauté toute entière a pu contribuer à ce projet, ce qu'elle a fait sans préjugé ni difficulté. La FSD prévoit désormais une étude de caractérisation environnementale plus détaillée et un diagnostic environnemental de ce site et de deux autres sites du pays, Kanibadam et Oykamar. Cela permettra ensuite la dépollution définitive du site.

KIRGHIZISTAN

Sumsar est une agglomération urbaine du district de Chatkal, dans la région kirghize de Jalal-Abad. Elle est située à proximité de la frontière avec l'Ouzbékistan, dans les limites septentrionales de la vallée de Ferghana, qui est l'une des régions les plus agricoles d'Asie centrale. La zone de Sumsar/Shekaftar est située dans une région instable sur le plan environnemental, sujette à des catastrophes naturelles telles que des inondations, des glissements de terrain et des séismes, ce qui renforce le risque d'impact environnemental. De 1951 à 1978, des opérations d'extraction et de traitement des minerais polymétalliques de plomb (Pb) et de zinc (Zn) ont été menées à Sumsar. Les activités de traitement des minerais et de production de métaux comprenaient des installations d'extraction/enrichissement, des gisements de minerai et des haldes traitées. Au cours des 27 années d'exploitation, 72 000 tonnes de plomb et 16 000 tonnes de zinc ont été produites.

En 2016, la FSD a mené une étude d'impact environnemental à Sumsar, afin de déterminer les niveaux de pollution toxique et l'ampleur de l'impact de trois grandes haldes de déchets toxiques de métaux lourds. Cette étude était composée d'un certain nombre d'évaluations, notamment des analyses des eaux le long du réseau fluvial, des analyses de sang sur la population locale et une imagerie aérienne et satellite visant à analyser l'érosion des sols, les mouvements de terrain et le glissement des haldes de déchets. Les résultats de l'étude d'impact environnemental ont largement montré qu'une pollution directe de l'eau par les haldes était difficile à prouver et que la cause la plus probable des niveaux élevés de métaux dans l'eau et dans les échantillons sanguins était la poussière déplacée par le vent.

En plus des effets toxiques de la poussière provenant des haldes, les effets de la pollution directe de l'eau ont clairement été observés grâce aux carcasses et déjections animales trouvées près de sources et de points de captage d'eau non protégés. Des résidus de sels métalliques colorés ont également été observés directement dans les eaux de ruissellement provenant du puits de la mine d'origine. En période de fortes pluies et d'inondation (au moins 50 % de l'année), on constate une montée d'eau saumâtre (salée) depuis le puits de mine, qui circule vers les affluents et inonde les terrains à proximité. Cette eau attire également les animaux, qui boivent l'eau salée, et sont à leur tour contaminés par les métaux lourds, faisant ainsi entrer ces matériaux dans la chaîne alimentaire.

Cette pollution physique de la région provoque une colère et une confusion généralisées au sein de la population, face au manque de soutien du gouvernement et à la rareté des fonds disponibles pour les services de santé élémentaires et les activités de sécurité alimentaire/hydrique. À la suite de cette évaluation et de l'analyse des besoins, la FSD prévoit le lancement d'un programme de soutien sociomédical de trois ans dans la région de Sumsar en 2017.

authorities demonstrate some positive change and progress within what is a very rural and poor region of the world. The positive reaction and the praise received by the FSD were palpable at all stages of the project, and this has notably provided valuable input to the local community.

The Health intervention has arguably had the largest effect, especially given that the budget was relatively small in comparison with the main construction task. The whole community was able to contribute to this project and they did so without prejudice or difficulty. The FSD now plans a more detailed environmental characterisation study and environmental assessment of this site, along with two other sites of Kanibadam and Oykamar in Tajikistan. This will then allow final remediation of the site.

KYRGYZSTAN

Sumsar is an urban settlement in the Chatkal District of the Jalal-Abad Region of Kyrgyzstan. It sits close to the border with Uzbekistan on the northern fringe of the Fergana Valley which is one of the most important agricultural areas in Central Asia. The Sumsar/Shekaftar area is located in an environmentally unstable region prone to natural disasters, such as flooding, landslides and earthquakes, which increase the risk of any environmental impact. Mining and milling operations of polymetallic lead (Pb) and zinc (Zn) ores in Sumsar, Kyrgyzstan were carried out between 1951 and 1978. The ore processing and metal production activities included an extraction/enrichment facility, ore deposits and technological tailing sites. During the 27 years' operational period, 72,000 tons of lead and 16,000 tons of zinc were produced.

In 2016, the FSD conducted an environmental impact study in Sumsar in order to ascertain the levels of toxic pollution and the extent of the impact of three large heavy metal toxic waste tailings sites. This consisted of a number of assessments including water analysis along the river system, blood sampling from the local population and aerial and satellite imagery to analyse land erosion, ground movements and slippage of the waste tailing sites. The results of the environmental impact assessment largely indicated that direct water pollution from the tailings piles was difficult to prove and that the more likely cause of high metallic levels in water and blood samples was dust moved on the wind.

In addition to the toxic effects of dust from the tailing sites, there was a clear observable effect of direct pollution in water from unprotected water sources and collection points from animal defecation and carcasses. Direct observation of coloured metallic salts residue was also evident in run-off water from the original mine shaft. In times of high rain and flooding (at least 50% of the year), this causes brackish (salted) water to rise from the mine shaft and to run into tributaries and over the immediate terrain. This water is also attractive to animals that drink the salty water and therefore themselves become polluted with heavy metals and allow such material to enter the food chain.

The human factor, as a consequence of the physical pollution in the region, manifests itself with widespread confusion and anger at the lack of support from the government and the paucity of funding available for basic health and food/water security activities. As a result of this assessment and needs analysis, the FSD plans to launch a three year socio-medical support programme in the region of Sumsar in 2017.

L'ESPACE HUMANITAIRE HUMANITARIAN SPACE



IRAK

Depuis 2015, la FSD coopère avec Geneva Call en Irak pour engager les acteurs non étatiques armés dans un dialogue efficace, afin d'améliorer la compréhension de la législation humanitaire internationale et de promouvoir, auprès des groupes, un engagement vis-à-vis des actions engagées par Geneva Call.

La situation en Irak, où le projet financé par l'aide humanitaire de la Commission européenne s'est déroulé, est particulièrement complexe, en raison de la multitude de groupes luttant contre l'État islamique : le gouvernement central de Bagdad, le gouvernement kurde et les Peshmergas. La complexité et la difficulté à transmettre correctement des messages ont révélé à la fois la nécessité de la réussite de l'intervention, et les obstacles à surmonter.

Le projet, qui s'est achevé en novembre, a été géré depuis un bureau central installé à Erbil et un bureau satellite à Bagdad. C'est de cet endroit que la campagne « Fighter not killer » a été lancée, ainsi que les sessions de formation et la campagne d'information ad hoc.

Le projet a pris en compte le rôle fondamental des médias et de la société civile comme point d'entrée pour toucher des groupes de combattants plus difficiles à atteindre et pour accéder aux populations les plus isolées, qui sont difficiles à impliquer. L'utilisation intensive des médias sociaux a été la clé pour toucher ces segments de la population et de la société civile.

En ce qui concerne la présence de groupes armés, la situation au nord de l'Irak reste très incertaine. La bataille pour libérer Mossoul, qui a engendré un mouvement de population vers d'autres régions d'Irak et du Kurdistan, pose la question de l'émergence possible de factions supplémentaires dans un avenir proche. En outre, la revendication de Kirkuk et les tensions grandissantes entre les milices kurdes et le gouvernement irakien peuvent constituer une menace supplémentaire pour la situation humanitaire déjà fragile.

IRAQ

Since 2015, the FSD has cooperated with Geneva Call in Iraq to engage Armed Non State Actors in an effective dialogue to improve the understanding of the International Humanitarian Law and to promote the commitment, amongst the groups, to the actions that Geneva Call promotes.

The situation in Iraq, where the European Commission Humanitarian Aid-funded project took place, is particularly complex due to the plethora of groups fighting against ISIS - the central Government of Baghdad, the Kurdish Government and the Peshmerga. The layers of complexity and the difficulty of having the messages properly passed through have demonstrated both the necessity for the intervention to be successful and the challenges to be faced.

The project, which ended in November, was managed from a central office in Erbil and a satellite office in Baghdad, from where the “Fighter not Killer” campaign was launched, together with ad hoc training sessions and an information campaign.

The project took into account the crucial role of the media and civil society, as an entry point to those fighting groups more difficult to reach and as a means of accessing the more remote communities, the involvement of which is far from easy. The extensive use of social media was the key to reaching these segments of the population and civil society.

The situation in northern Iraq still remains very fluid in terms of the presence of fighting groups. The battle to liberate Mosul, with the resulting movement of people to other areas of Iraq and Kurdistan posed the question of additional factions which may emerge in the near future. Additionally, the claim for Kirkuk, and the increasing tension between the Kurdish militia and the Iraqi Government, may result in additional threats to the already fragile humanitarian space.

RELÈVEMENT PRÉCOCE EARLY RECOVERY

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Le coup d'État de mars 2013 en République centrafricaine a entraîné tout le pays dans une crise humanitaire sans précédent provoquant un déplacement massif de population. En décembre 2015, le pays comptait environs 450 000 personnes déplacées et un nombre similaire de réfugiés dans les pays voisins. Cependant, la visite du pape François en Novembre 2015 et les élections présidentielles de février 2016 ont grandement contribué à l'apaisement des tensions intercommunautaires, tandis que les groupes armés éparpillés à l'intérieur du pays n'ont jamais cessé d'être actifs. Ainsi, si la sécurité à Bangui a continué de s'améliorer, les exactions des groupes armés continuent de provoquer des déplacements de populations. Selon l'ONU, La République centrafricaine compte encore à ce jour 402 240 PDI (personnes déplacées internes) et 462 991 réfugiés. La légère baisse du nombre de personnes déplacées internes est essentiellement le fait du démantèlement des sites de déplacés à Bangui, tandis qu'à l'intérieur du pays leur nombre a augmenté.

La FSD a mis en œuvre un projet de décontamination cofinancé par ECHO, US et la Suisse qui consistait à éliminer toutes sortes de dangers liés à la présence de restes explosifs de guerre, y compris des restes humains. Le projet a permis de décontaminer 37 puits desquels ont été sortis 34 corps. Il a également permis d'exhumer un total de 126 corps dont 122 étaient enterrés dans des concessions privées et 4 dans des maisons, tandis que 44 restes humains ont été ramassés sur des terrains en friche qui servaient de champs avant la crise. Le projet a aussi et surtout permis non seulement d'offrir une sépulture décente à toutes ces personnes, mais également d'identifier celles qui pouvaient l'être avec le soutien des proches et de délivrer aux familles des certificats de décès grâce à l'étroite collaboration développée par la FSD avec les mairies de Bangui et de Bimbo.

Par ailleurs, à travers son plaidoyer, la FSD a contribué à la réouverture de l'accès au cimetière musulman et à la réalisation du pacte de non-agression et de réconciliation communautaire entre les habitants du 3ème arrondissement et ceux de Bimbo3. Ce pacte de non-agression a été signé à Boeing le 11 Février 2016 et est toujours d'actualité à ce jour.

CENTRAL AFRICAN REPUBLIC

The March 2013 coup d'état in the Central African Republic precipitated an unprecedented humanitarian crisis with large sections of the population in forced migration. In December 2015, there were about 450,000 displaced persons in the country and a similar number of refugees in neighbouring countries. Whereas the various sporadic armed groups in the country's hinterland continue to be active, the visit of Pope Francis in November 2015 and the presidential elections in February 2016 have proved significant in calming inter-community tensions. Although safety continues to improve in Bangui, the activities of the armed groups continue to force populations to be on the move. Today, according to the UN, the Central African Republic numbers some 402,240 IDPs (Internally Displaced Persons) and 462,991 refugees. The very slight diminution in the number of internally displaced persons is the result of the dismantling of the displaced persons' camps in Bangui being largely compensated by an increase in the number of such persons in the rest of the country.

The FSD has implemented a decontamination project co-financed by ECHO, US and the Swiss Development Cooperation designed to eliminate all kinds of danger represented by the presence of explosive war detritus, including human remains. This project has enabled decontaminating 37 wells from which were extracted 34 bodies and exhuming a total of 126 other bodies, of which 122 had been buried in private cemeteries and 4 in houses. In addition, some 44 cases of human remains were collected from arable land that had been allowed to go fallow. Above all, the project has not only allowed giving a decent burial to all these people but, thanks to close cooperation between the FSD and the local authorities in Bangui and Bimbo, it has also enabled giving official death certificates to families of those who could, with family help, be identified. In addition, the FSD has used its persuasive power to have the Muslim cemetery re-opened and to seek the Non-Aggression and Community Reconciliation Pact implemented between the communities in the 3rd district and those in Bimbo3. This non-aggression pact was signed in Boeing on 11th February 2016 and is still in place today.

Sur financement du Fonds humanitaire et d'un donateur privé, la FSD a mis en œuvre dans l'Ouham Pende (Paoua et Bocaranga) et dans la Mambere Kadei (Carnot et Gadzi) un projet d'éducation aux risques des restes explosifs de guerre (REG) et de réduction des violences armées (RVA). Un total de 981 sessions de sensibilisation aux risques des restes explosifs de guerre ont été organisées au cours de la période de mise en œuvre du projet pour un total de 62 422 bénéficiaires dont 39 362 enfants. De plus, 100 motos-taxis à Paoua, et 50 à Bocaranga ont bénéficié d'une sensibilisation sur les restes explosifs de guerre et sensibilisent à leur tour leurs pairs.

Concernant la « réduction des violences armées », la FSD a organisé un total de 199 sessions au profit de 11 902 personnes dont 8925 enfants, parmi lesquels 3946 filles et jeunes filles.

Tout au long de l'année 2016, la FSD a mis en œuvre le projet de « soutien aux capacités d'organisation et d'administration du ministère de la Défense en vue de permettre la surveillance civile du secteur de la défense en République centrafricaine » financé par l'Union européenne. Ce projet a permis de mener les actions suivantes :

Réhabilitation des lieux de travail au ministère de la Défense nationale (MINDEF) et à l'État-Major des Armées (EMA)

Une action urgente était nécessaire pour permettre aux bénéficiaires du projet de travailler dans des conditions décentes.

Réhabilitation de 9 bureaux et de 2 salles de réunion (1 au MINDEF et 1 à l'EMA), réhabilitation et construction de toilettes (23 réhabilités au total sur le site du MINDEF et de l'EMA), amélioration du réseau électrique et du réseau de distribution d'eau sur les deux sites.

Équiper le ministère de la Défense nationale et l'EMA et leur permettre de fournir des services administratifs de base

Cette action s'est traduite par la fourniture de matériel informatique : imprimantes (9) et ordinateurs portables et de bureau (72), pour équiper les bureaux en charge de l'administration du ministère, et par la fourniture de consommables afin d'assurer le fonctionnement quotidien desdits bureaux.

Renforcer les capacités d'administration du personnel

Identification et formation du personnel du ministère de la Défense nationale en administration générale. Un total de 25 personnes a été formé en bureautique.

Former des spécialistes sur les outils et les logiciels dédiés à la gestion des ressources humaines, financières et logistiques

Identification du personnel et formation des futurs spécialistes : formation de 5 personnes sur le logiciel spécifique de gestion des ressources humaines et de 12 personnes en maintenance informatique afin que le MINDEF dispose des compétences techniques nécessaires pour réaliser des interventions en cas de panne.

With financial assistance from the Humanitarian Fund and a private donor, the FSD has implemented an education project in the Risks of Explosive Remnants of War (ERW) and in Reducing Armed Violence (RAV) in two areas - Ouham Pende (Paoua and Bocaranga) and Mambere Kadei (Carnot and Gadzi).

A total of 981 awareness sessions concerning the risks of explosive remnants of war were carried out during the project, reaching some 62,422 people of which 39,362 were children. In addition, 100 motorcycle taxi-drivers in Paoua and 50 in Bocaranga received similar awareness training and, in their turn, passed the message on to their colleagues.

As for "Reduction in Armed Violence", the FSD organised a total of 199 sessions benefiting 11,902 people, 8925 of whom were children and, of these, 3946 were young girls of all ages.

Throughout 2016, the FSD has run a project entitled "Support to the organisational and administrative capacity of the Defence Ministry to have civil society participate in the defence sector in the Central African Republic", financed by the European Union. This project has enabled the following :

Rehabilitation of working areas in both the Ministry of National Defence (MINDEF) and the Armies' Staff Headquarters

There was an urgent need for this to be carried out in order for the beneficiaries to be able to work in decent conditions.

Rehabilitation of 9 offices and 2 meeting rooms (1 in the MINDEF and one in the Staff HQ), rehabilitation and construction of toilets (23 in total on the two sites) and improvements on both sites of the electricity and water supply networks.

Enabling the MINDEF and Staff HQ to offer basic administration services by providing suitable equipment as follows :

Computer equipment: printers (9), portable and office computers (72) for the Ministry to carry out its administrative tasks, and the necessary consumables to ensure a proper daily service for such departments

Consolidate the administrative capabilities of the staff

Identifying and training the MINDEF's personnel in general administration work. A total of 25 staff were trained in office procedures.

Training the specialists in the tools and the software used in managing Human Resources, Finance and Logistics

Identifying and training the personnel capable of being future specialists: training 5 people specifically in the Human Resources management software and 12 people in software maintenance so that the MINDEF possesses the necessary skills to handle any software outages.

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT RESEARCH AND DEVELOPMENT

DRONES ET ACTION HUMANITAIRE

Le projet financé par la Commission européenne, visant à consolider les connaissances existantes au sujet de l'utilisation de services aériens téléguidés (également appelés « drones » ou « UAV » pour Unmanned Aerial Vehicle) et d'autres systèmes aéroportés dans un contexte humanitaire, en est à sa deuxième année d'activité. Il a pour objectif de tester, promouvoir et diffuser l'utilisation appropriée et les meilleures pratiques relatives à ces appareils auprès de différents groupes, ONG et autres acteurs concernés.

Le projet intervient à un moment crucial, puisque les acteurs non étatiques armés et les armées régulières du monde entier utilisent des drones pour mener une guerre non conventionnelle, ce qui renforce la perplexité suscitée par cet outil et ses utilisations possibles. En 2016, l'équipe du projet a procédé à de nombreux déploiements sur le terrain pour fournir une preuve de l'utilisation appropriée des drones dans un contexte humanitaire : au Tadjikistan, pour cartographier l'érosion des sols, prévoir et éviter les coulées de boue dans les régions montagneuses de la région autonome du Haut-Badakhchan ; au Malawi, pour cartographier les zones exposées à la sécheresse et aux inondations ; et en France, pour simuler des opérations de recherche et de sauvetage, en coopération avec les pompiers et les entreprises impliquées.

En plus des démonstrations pratiques, le projet a préconisé l'utilisation de drones lors de séminaires organisés à Almaty, Bogota, Bangkok, Nairobi, Bruxelles, Genève et Amman. Dispensés à des ONG travaillant dans différents secteurs, ces séminaires ont montré à la fois le potentiel et les limites de cette technologie. Bien qu'elle soit encore controversée, surmédiatisée, sujette à discussions et qu'elle laisse perplexe, bien qu'elle soit probablement surestimée dans le débat public et les médias, et même parfois considérée à tort comme « un remède miracle » pour la mise en place de projets, l'utilisation des drones a montré un fort potentiel dans le cadre des outils proposés à des fins humanitaires.

Le projet a réuni les résultats des essais sur le terrain, des enquêtes internationales et de la base de données rassemblant toute la législation existante au sein d'une unique publication, diffusée à l'échelle internationale en décembre. Elle est disponible à la fois en ligne et en version papier.

DRONES IN HUMANITARIAN ACTION

The European Commission-funded project aiming at consolidating existing knowledge about the use of Unmanned Aerial Vehicles (or UAV/drones), and other air borne systems in humanitarian contexts, is in its second year of operation. Its aim is to test, promote and disseminate the appropriate use and best practices for such devices amongst Clusters, NGOs and other relevant stakeholders.

The project happens at a very propitious moment, when armed non state actors and regular armies worldwide are using drones to conduct non-conventional warfare, setting the base for further mystification of the technology and its possible uses. During 2016, the project team conducted numerous deployments in the field to provide evidence of appropriate humanitarian uses for drones – in Tajikistan, to map erosion to forecast and prevent mudslides in the mountainous regions of GBAO, in Malawi, to map drought and flood prone areas, in France for simulation of search and rescue situations, in cooperation with fire fighters and involved companies.

Along with the practical demonstrations, the project advocated the use of drones through seminars conducted in Almaty, Bogota, Bangkok, Nairobi, Brussels, Geneva and Amman. Addressing NGOs working in different sectors, the seminars showed both the potential and the limitations of the technology.

Although still controversial, over publicised, mystified, subject of discussions and probably over estimated in the public debate and media, sometimes erroneously considered as a silver bullet for implementing projects, the use of drones was shown to have significant potential as part of the overall toolbox for humanitarian uses. The project consolidated the results of the field testing, international surveys, and of the database of all existing legislation in a single publication, which was launched worldwide in December, available both on line and in hard copy.

RAPPORT DE PERFORMANCE PERFORMANCE REPORT

La FSD est une organisation à but non lucratif, apolitique, indépendante et neutre, de droit suisse. La FSD élimine les menaces pour la sécurité humaine telles que : la pollution industrielle et la pollution liée à la guerre, afin que les populations puissent à nouveau vivre dans un environnement sûr.

À cette fin, les principales activités de la FSD sont les suivantes :

- Prévention des accidents liés aux restes explosifs de guerre (REG) grâce à des programmes de sensibilisation au danger et de sécurité
- Opérations de déminage humanitaire, destruction des stocks de mines, d'autres armes, et de munitions
- Formation des démineurs et des responsables des stocks de munitions, conformément aux normes internationales
- Réhabilitation des sites de pollution industrielle représentant une menace pour la sécurité humaine, comme les anciennes mines d'uranium et les réserves de pesticides périmés

CONSEIL DE FONDATION

Conformément aux statuts de la FSD, le Conseil de Fondation se compose d'au moins cinq personnes ou entités juridiques, élues pour une période de trois ans, renouvelable. Actuellement, les membres sont les suivants :

LE CONSEIL DE FONDATION THE FOUNDATION BOARD			
	FONCTION	POSITION	ÉLU JUSQU'À ELECTED UNTIL
Jürg Peter STREULI	Président	President	Fin 2017 End 2017
Henri LEU	Membre	Member	Fin 2018 End 2018
Stéphane FELDER	Membre	Member	Mi 2017 Mid 2017
Michel ROCH	Membre	Member	Fin 2017 End 2017
Gil MOTTET	Membre	Member	Fin 2017 End 2017
Walter GYGER	Membre	Member	Fin 2018 End 2018

Les membres du Conseil de Fondation sont également membres du Conseil d'administration de Crosstech S.A., une société de services entièrement détenue par la FSD. Les comptes de Crosstech et ceux de l'association FSD France, sont entièrement consolidés avec le groupe FSD. Hansjörg Eberle dirige la FSD et Crosstech S.A. en tant que Directeur et la FSD France en tant que Président. Il est employé avec un contrat à durée indéterminée. En 2016, le Conseil de Fondation de la FSD a organisé quatre réunions plénières avec les cadres, et a pris toutes les mesures réglementaires relevant de sa juridiction. Le Conseil d'administration de Crosstech S.A. a organisé quatre réunions plénières et une assemblée générale. Quant à FSD France, elle a organisé deux séances du comité et une assemblée générale.

The FSD is a not-for-profit, non-political, independent and neutral organization under Swiss law. The FSD eliminates threats to human security so that people can live again in a safe environment.

With this objective, the FSD is focused on the following activities :

- The prevention of accidents related to Explosive Remnants of War (ERW) through risk awareness and safety
- Humanitarian demining operations and the destruction of stockpiles of mines and other arms and munitions
- The training of demining staff and managers of ammunition stockpiles, to international standards
- The remediation of industrial pollution posing a threat to human security, such as uranium legacy mines and stocks of obsolete pesticides.

THE FOUNDATION BOARD

In accordance with FSD's statutes, the Board of Trustees is made up of at least five people or legal entities, elected for a renewable three-year period. The current members are the following :

The members of the Foundation Board also act as members of the Board of Crosstech S. A., a service company entirely owned by the FSD. Crosstech's and FSD France's accounts are fully consolidated with the FSD group.

Hansjörg Eberle leads the FSD and Crosstech S.A. as Director and FSD France as President. He is employed with a non-fixed-term contract.

In 2016, the Foundation Board has held four plenary meetings with the management and has taken all the formal decisions, which fall within its jurisdiction. The Crosstech S.A. Board has held four plenary meetings and a General Assembly. FSD France has held two committee meetings.

PERFORMANCE OPÉRATIONNELLE

Au cours des 19 dernières années, la FSD a nettoyé plus de 42 922 hectares (429 millions m²) de terres, qui ont ensuite été restituées à la population locale. Au total, à ce jour, la FSD a neutralisé et détruit plus de 1,4 million de mines terrestres et de munitions non explosées. En 2016, la FSD a nettoyé et restitué plus de 95 hectares de terre, et a détruit 8 245 mines terrestres et munitions non explosées. En République Centrafricaine, la FSD a mis sur pied un projet d’envergure dans la réforme du secteur de sécurité. Elle a nettoyé, dans les villes, des zones importantes de restes humains. La FSD a également mené à bien une étude d’impact environnemental à Sumsar, au Kirghizistan. D’autre part, la FSD a complété une étude sur l’utilité des drones dans l’action humanitaire. Le projet, pour le compte d’ECHO, a duré 18 mois.

PARTENARIATS ET ACCORDS DE COOPÉRATION

La FSD est un partenaire cadre de l’Office d’aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO) depuis 2004. En 2005, la FSD a signé un accord de partenariat ouvert avec FSD France. La FSD siège au Conseil consultatif du Centre international de déminage humanitaire de Genève (CIDHG).

FINANCEMENT

Le financement principal des programmes de la FSD provient des gouvernements du Canada, de Suisse, du Japon et des États-Unis, mais également des donateurs multilatéraux comme ECHO, Euro-pAid, le Fonds des Nations Unies pour l’enfance (UNICEF) et le Bureau des Nations Unies pour les services d’appui aux projets (UNOPS) ainsi que la Fondation PATRIP. Enfin, des cantons, des villes, des communautés et fondations suisses, ainsi que des donateurs privés, aident également au financement de la FSD. La FSD a signé le Code de conduite pour le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et pour les ONG, lors des opérations de secours en cas de catastrophe. Elle applique également les quatre principes humanitaires définis par ECHO (humanité, neutralité, impartialité et indépendance). Depuis, 2003, la FSD est au bénéfice du label de qualité ZEWO, délivré par le Service suisse de certification pour les organisations d’utilité publique qui récoltent des dons. Ce label vérifie que les dons sont bien affectés, de manière économique et efficace, aux projets prévus. Il est destiné à des organisations transparentes, qui fournissent des informations financières exactes et fidèles, ont des mécanismes de contrôle indépendants et adaptés, communiquent de façon ouverte et obtiennent leurs fonds d’une manière juste. En 2016, la FSD, Crosstech S.A. et la FSD France ont renouvelé la certification ISO 9001:2008, qui couvre les domaines des programmes d’action antimines, la gestion globale des projets, ainsi que toutes les activités qui y sont liées, parmi lesquelles la collecte de fonds, les relations avec les donateurs, la formation, la gestion du risque et les processus de soutien associés.

UTILISATION DES RESSOURCES

La FSD emploie 4 collaborateurs permanents à son siège de Genève et dans son bureau de soutien à Manille. La plupart des fonds de la FSD sont directement affectés à la mise en œuvre de projets sur le terrain. La FSD consacre moins de 10 % de ses recettes à son travail administratif et à ses collectes de fonds. Le bureau de soutien de la FSD à Manille a fourni tout au long de l’année des services d’audit interne pour les programmes de la FSD, et a rédigé un total de 163 rapports d’audit interne. Les comptables de la FSD de Manille ont également procédé à 4 visites de terrain, à des fins d’audit et de formation.

OPERATIONAL PERFORMANCES

In the last 19 years, the FSD has cleared more than 42,922 hectares (429,216,128 square metres) of land that could then be handed over to the local population. In total, the FSD has cleared and destroyed so far more than 1,353,463 items of landmines and unexploded ordnance. In 2016 alone, the FSD has cleared and released more than 95 hectares (951,811 m2) of land and destroyed 8,245 landmines and unexploded ammunitions. In the Central Africa Republic, the FSD has implemented a security sector project and cleared areas in cities from human remains. the FSD has also completed an environmental impact assessment in a former lead and zinc mine in Sumsar, Kyrgyzstan. Last but not least, the FSD has completed a 18-month project to document and explore the use of drones in humanitarian action on behalf of the European Commission.

PARTNERSHIPS AND CO-OPERATION AGREEMENTS

The FSD has been a framework partner of the European Commission Humanitarian Aid Office (ECHO) since 2004. In 2005, the FSD signed an partnership agreement with FSD France. FSD participates in the Advisory Council of the Geneva International Centre for Humanitarian Demining (GICHD).

FUNDING

The main project revenue for FSD programs originates from the governments of USA, Canada, Switzerland and Japan. Multilateral donors, such as ECHO, EuropAid, the United Nations Children’s Emergency Fund (UNICEF) and the United Nations Office for Project Services (UNOPS) as well as PATRIP Foundation have contributed to the funding of the programs. Other contributions have been received from Swiss cantons, cities, communities and foundations, as well as from private donors. The FSD has signed and adheres to the Code of Conduct for the International Red Cross and Red Crescent Movement and NGOs in Disaster Relief, as well as to the four humanitarian principles established by ECHO (humanity, neutrality, impartiality and independence). The FSD has been certified by the ZEWO Foundation, the Swiss Certificating Authority for Charitable and Donation-funded organization, since 2003. The ZEWO seal attests that donations will be used economically, effectively and for their designated purpose. It certifies organizations, which offer transparent information and true and fair financial reporting, have independent and appropriate control mechanisms, provide open communications and which procure their funds in a fair manner. In 2016, the FSD and Crosstech S.A. and FSD France have successfully renewed their ISO 9001:2008 certification, covering the areas of mine action programs and overall project management and all related activities including fund raising, donor relations, training, risk management and the associated support processes.

USE OF RESOURCES

The FSD maintains a small headquarters with four permanent staff in Geneva as well as an important support office in Manila. Most of FSD’s funds are directly dedicated to the implementation of projects in the field. Less than 10% of FSD’s income is used for administrative and fundraising activities. FSD’s Manila support office has provided internal audit services for FSD’s programs and issued a total of 163 internal audit reports, throughout the year. FSD Manila accountants also performed 4 field visits for audit and training purposes.

Les comptes de la FSD, de Crosstech S.A. et du groupe FSD consolidé, sont soumis à un audit complet de BDO.

ORGANISMES DE CONTRÔLE

En tant que fondation, la FSD agit sous le contrôle de l’Autorité fédérale suisse de surveillance des fondations, rattachée au Département fédéral suisse de l’Intérieur.

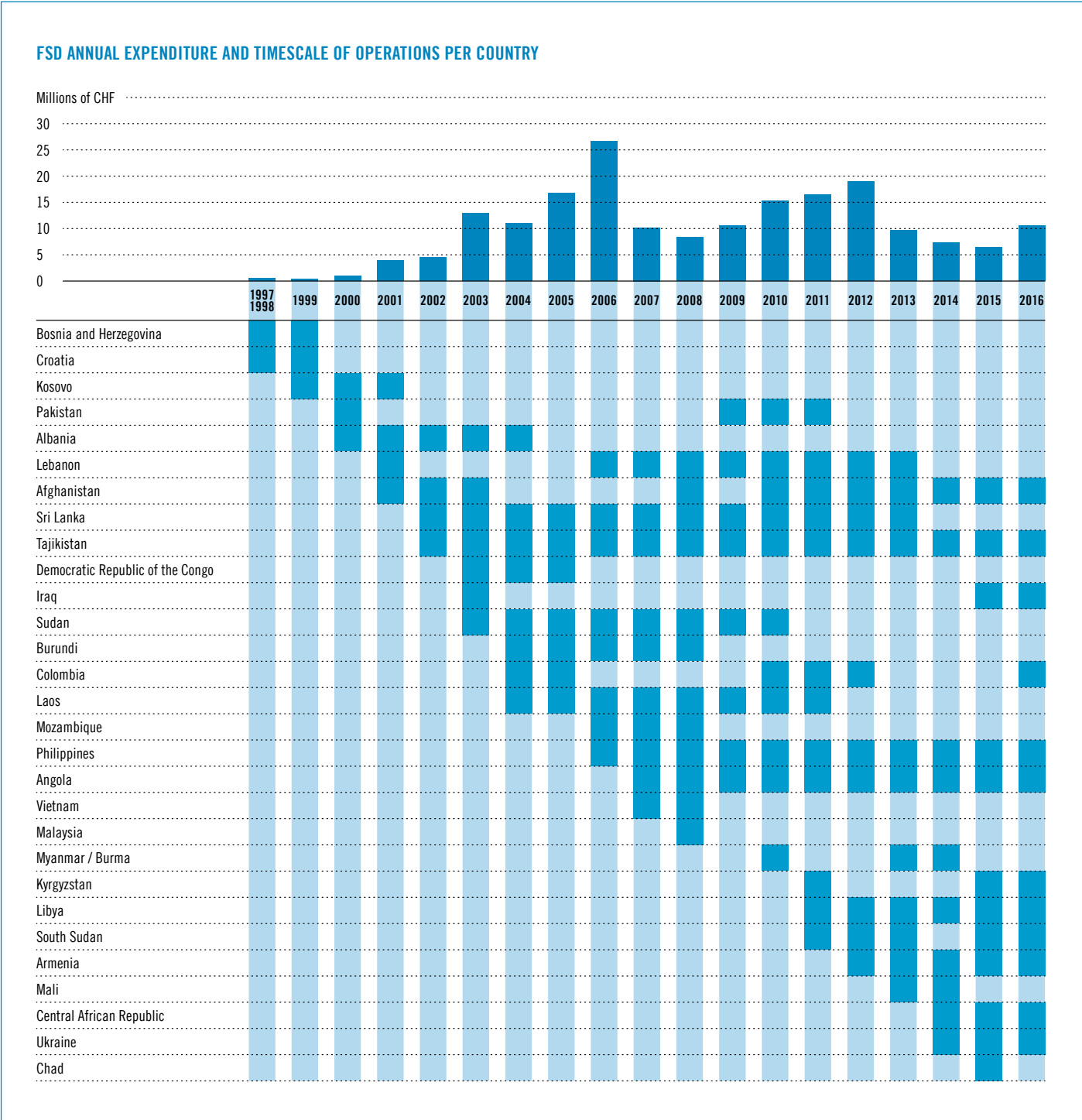
La FSD est fière de fêter ses 20 années d’existence. Comme le graphique ci-dessous le démontre, la FSD a mis en œuvre, au cours de ces deux décennies, des projets dans 24 pays. Les dons et les volumes d’activités ont certes fluctué. Néanmoins, la FSD est toujours restée une organisation très solide, aussi bien sur le plan organisationnel que financier.

The accounts of the FSD, Crosstech SA and the consolidated FSD group are subject to a full audit by BDO.

SUPERVISORY BODIES

As a foundation, the FSD operates under the surveillance of the Swiss Federal Supervisory Authority for Foundations under the Swiss Federal Ministry of Interior.

The FSD celebrates its 20 years of existence. As the following graphical analysis shows, the FSD has implemented successful mine action programs in a total of 24 countries. Funding streams and operational volumes have been fluctuating over these two decades. The FSD remained very solid, even during years with lowest donor income, and both from a financial and from an organizational perspective.



RAPPORT DE
L'ORGANE DE CONTRÔLE
AUDITOR'S REPORT



Phone 021 310 23 23
Fax 021 310 23 24
www.bdo.ch

BDO Ltd
Biopôle - Epalinges
Case postale 7690
CH-1002 Lausanne

REPORT OF THE STATUTORY AUDITOR
To the Board of Trustees of
FONDATION SUISSE DE DÉMINAGE (FSD), Geneva

Report of the Statutory Auditor on the Consolidated Financial Statements

As statutory auditor, we have audited the accompanying consolidated financial statements of the Fondation Suisse de Déminage (FSD), which comprise the consolidated balance sheet as at 31 December 2016 and the consolidated statement of operations, consolidated cash flow statement, consolidated statement of changes in capital and the notes to the consolidated financial statements for the year then ended. In accordance with Swiss GAAP FER 21, the information in the performance report is not subject to the obligation of examination of auditors.

Board of Trustees' Responsibility

The Board of Trustees is responsible for the preparation of these consolidated financial statements in accordance with Swiss GAAP FER, the requirements of Swiss law as well as the foundation statutes. This responsibility includes designing, implementing and maintaining an internal control system relevant to the preparation of consolidated financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error. The Board of Trustees is further responsible for selecting and applying appropriate accounting policies and making accounting estimates that are reasonable in the circumstances.

Auditor's Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these consolidated financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with Swiss law and the Swiss Auditing Standards. Those standards require that we plan and perform the audit to obtain reasonable assurance whether the consolidated financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the consolidated financial statements. The procedures selected depend on the auditor's judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the consolidated financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditor considers the internal control system relevant to the entity's preparation of the consolidated financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control system. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made, as well as evaluating the overall presentation of the consolidated financial statements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, the consolidated financial statements for the year ended 31 December 2016 give a true and fair view of the financial position, the results of operations and the cash flows in accordance with Swiss GAAP FER, and comply with Swiss law and the foundation statutes.

Report on Other Legal Requirements

We confirm that we meet the legal requirements on licensing according to the Auditor Oversight Act (AOA) and independence (article 83b Civil Code (CC) in relation to article 728 Code of Obligations (CO)) and that there are no circumstances incompatible with our independence.

In accordance with article 83b CC in relation to article 728a para. 1 item 3 CO and Swiss Auditing Standard 890, we confirm that an internal control system exists, which has been designed for the preparation of financial statements according to the instructions of the Board of Trustees.

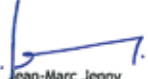
We recommend that the consolidated financial statements submitted to you be approved.

Lausanne, 31 May 2017

BDO Ltd



Nigel Le Masurier
Licensed Audit Expert



Jean-Marc Jenny
Auditor in Charge
Licensed Audit Expert

ÉTATS FINANCIERS
FINANCIAL STATEMENTS

ANNÉE FISCALE 2016 (EN FRANCS SUISSES) FINANCIAL YEAR 2016 (IN SWISS FRANCS)

BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE
CONSOLIDATED BALANCE SHEET AS OF 31 DECEMBER

	2016	2015	Notes
ACTIF			
Actif circulant			
Liquidités	7'167'816	7'601'502	3.1
Créances résultant de ventes et de prestations			
- envers des tiers	26'808	5'746	
- envers des parties liées	-	503'130	3.2
Autres créances à court terme	119'540	48'097	3.2
Actifs de régularisation	2'416'164	986'526	3.3
Total Actif circulant	9'730'328	9'145'001	
Actif Immobilisé			
Immobilisations corporelles nettes	260'504	41'894	3.4
Prêt financier	-	18'908	
Immobilisations incorporelles	19'466	-	3.5
Total Actif immobilisé	279'970	60'802	
Total Actif	10'010'298	9'205'803	
PASSIF			
Fonds étrangers			
Dettes résultats de l'achat de biens et de prestations de services	61'122	60'213	
Autres dettes à court terme	320'757	70'745	3.6
Passifs de régularisation	901'935	405'520	3.7
Avances sur projets	940'495	1'074'409	3.19
Total fonds étrangers	2'224'309	1'610'887	
Fonds propres			
Capital de fondation	50'000	50'000	
Réserve légale générale	50'000	50'000	
Ecarts de conversion	(3'714)	-	
Fonds d'assurance	2'700'000	2'745'245	
Fonds libres	4'864'771	5'283'191	
Résultat annuel après prélèvement et attributions	124'932	(533'520)	
Total Fonds propres	7'785'989	7'594'916	
Total Passif	10'010'298	9'205'803	
LIABILITIES, FUNDS & CAPITAL			
Liabilities			
Trade Payables	61'122	60'213	
Other short-term liabilities	320'757	70'745	3.6
Accrued expenses	901'935	405'520	3.7
Projects' deferred income	940'495	1'074'409	3.19
Total liabilities	2'224'309	1'610'887	
Foundation Capital			
Paid-in capital	50'000	50'000	
Legal unrestricted fund	50'000	50'000	
Translation difference	(3'714)	-	
Insurance fund	2'700'000	2'745'245	
Unrestricted fund	4'864'771	5'283'191	
Annual result after allocations	124'932	(533'520)	
Total Foundation Funds & Capital	7'785'989	7'594'916	
Total Liabilities, Funds & Capital	10'010'298	9'205'803	

COMPTE D’EXPLOITATION CONSOLIDÉ

	FSD	FSD	Total	FSD	FSD	Total	
	Group HQ	Group Projects	FSD Group	Group HQ	Group Projects	FSD Group	
	2016	2016	2016	2015	2015	2015	
	Unrestricted	Project Fund	Total	Unrestricted	Project Fund	Total	Notes
RECETTES							
Contributions	25'455	8'871'321	8'896'776	118'186	6'048'885	6'167'071	3.19
Prestations de service terrain	265'145	-	265'145	191'436	-	191'436	
Autres prestations de services	109'016	-	109'016	76'153	-	76'153	
Charges administratives facturées aux projets	640'372	2'257	642'629	347'002	-	347'002	
Total recettes	1'039'988	8'873'578	9'913'566	732'777	6'048'885	6'781'662	
DÉPENSES DIRECTES ET ADMINISTRATIVES							
Frais de personnel	800'780	5'058'589	5'859'369	956'850	2'745'387	3'702'237	3.9-3.11
Frais de voyage	27'855	466'559	494'414	63'474	300'490	363'964	
Équipement, véhicules et locations	4'073	743'447	747'520	92	512'845	512'937	
Consommables opérationnels, réparations et entretien	6'226	1'356'261	1'362'487	10'970	917'503	928'473	
Charges générales et administratives	149'480	391'055	540'535	148'725	166'626	315'351	
Honoraires	69'519	66'437	135'956	91'478	133'051	224'529	
Frais bancaires	2'724	21'271	23'995	2'016	17'249	19'265	
Frais assurances	10'811	126'191	137'002	8'596	48'563	57'159	
Frais de télécommunication	53'887	47'866	101'753	46'682	30'564	77'246	
Frais de publications, de communication et de promotion	26'716	22'927	49'643	20'193	15'285	35'478	
Amortissements	71'862	-	71'862	59'698	-	59'698	3.4/3.5
Pertes nettes sur débiteurs	13'068	-	13'068	-	-	-	
Dons	28'988	-	28'988	-	-	-	
Frais des partenaires d'implémentation facturés aux projets	-	44'000	44'000	-	7'008	7'008	3.19
Charges administratives facturées aux projets	-	642'629	642'629	-	347'002	347'002	3.19
Total dépenses directes et administratives	1'265'989	8'987'232	10'253'221	1'408'774	5'241'573	6'650'347	3.9/3.10
Résultat opérationnel, net							
	(226'001)	(113'654)	(339'655)	(675'997)	807'312	131'315	
RÉSULTAT FINANCIER							
Produits d'intérêts	2'871	(20)	2'851	3'538	7	3'545	3.19
Gain de change	478'390	-	478'390	395'435	353	395'788	
Perte de change	(357'552)	(14'860)	(372'412)	(672'145)	-	(672'145)	3.19
Résultat financier, net	123'709	(14'880)	108'829	(273'172)	360	(272'812)	
AUTRES PRODUITS							
Bénéfices résultant de la cession d'actifs immobilisés	4'987	-	4'987	7'862	-	7'862	3.4
Autres produits	193	-	193	-	-	-	
Total autres recettes	5'180	-	5'180	7'862	-	7'862	
RÉSULTAT DU FOND D'ASSURANCE							
Produits d'assurance	1'570'945	-	1'570'945	827'009	-	827'009	3.8
Charges d'assurance	(1'391'665)	-	(1'391'665)	(728'941)	-	(728'941)	3.8
Résultat net du Fond d'assurance	179'280	-	179'280	98'068	-	98'068	3.8
Résultat courant net avant impact des projets terminés							
	82'168	(128'534)	(46'366)	(843'239)	807'672	(35'567)	
Résultat net des projets terminés transféré dans les Fonds libres	5'381	(5'381)	-	15'349	(15'349)	-	3.19
Variation des avances de projets	-	133'915	133'915	-	(792'323)	(792'323)	
Résultat d'exploitation avant impôts et attributions	87'549	-	87'549	(827'890)	-	(827'890)	
Impôt sur le bénéfice	(7'862)	-	(7'862)	(7'562)	-	(7'562)	
Résultat annuel avant modification des Fonds et attributions	79'687	-	79'687	(835'452)	-	(835'452)	
Fonds d'assurance	45'245	-	45'245	301'932	-	301'932	
Résultat annuel après attributions	124'932	-	124'932	(533'520)	-	(533'520)	

CONSOLIDATED STATEMENT OF OPERATIONS

	FSD	FSD	Total	FSD	FSD	Total	
	Group HQ	Group Projects	FSD Group	Group HQ	Group Projects	FSD Group	
	2016	2016	2016	2015	2015	2015	
	Unrestricted	Project Fund	Total	Unrestricted	Project Fund	Total	Notes
INCOME							
Contributions	25'455	8'871'321	8'896'776	118'186	6'048'885	6'167'071	3.19
Revenue from field services	265'145	-	265'145	191'436	-	191'436	
Revenue from Service contract	109'016	-	109'016	76'153	-	76'153	
HQ overhead expenditures billed to the projects	640'372	2'257	642'629	347'002	-	347'002	
Total income	1'039'988	8'873'578	9'913'566	732'777	6'048'885	6'781'662	
DIRECT AND ADMINISTRATIVE EXPENSES							
Staff costs	800'780	5'058'589	5'859'369	956'850	2'745'387	3'702'237	3.9-3.11
Travel costs	27'855	466'559	494'414	63'474	300'490	363'964	
Equipment, Vehicles and Rentals	4'073	743'447	747'520	92	512'845	512'937	
Operationnal Consumables, repairs and maintenance	6'226	1'356'261	1'362'487	10'970	917'503	928'473	
General and office costs	149'480	391'055	540'535	148'725	166'626	315'351	
Professional fees	69'519	66'437	135'956	91'478	133'051	224'529	
Bank charges	2'724	21'271	23'995	2'016	17'249	19'265	
Insurance charges	10'811	126'191	137'002	8'596	48'563	57'159	
Telecommunication costs	53'887	47'866	101'753	46'682	30'564	77'246	
Publications and other communication and promotion expenses	26'716	22'927	49'643	20'193	15'285	35'478	
Depreciation and Amortization	71'862	-	71'862	59'698	-	59'698	3.4/3.5
Doubtful account expense - net of recovery	13'068	-	13'068	-	-	-	
Donation	28'988	-	28'988	-	-	-	
Implementing partner's overhead expenditure billed to the projects	-	44'000	44'000	-	7'008	7'008	3.19
HQ overhead expenditures billed to the projects	-	642'629	642'629	-	347'002	347'002	3.19
Total direct and administrative expenses	1'265'989	8'987'232	10'253'221	1'408'774	5'241'573	6'650'347	3.9/3.10
Net operating result							
	(226'001)	(113'654)	(339'655)	(675'997)	807'312	131'315	
FINANCIAL RESULT							
Interest income	2'871	(20)	2'851	3'538	7	3'545	3.19
Currency exchange gain	478'390	-	478'390	395'435	353	395'788	
Currency exchange loss	(357'552)	(14'860)	(372'412)	(672'145)	-	(672'145)	3.19
Net financial result	123'709	(14'880)	108'829	(273'172)	360	(272'812)	
OTHER INCOME							
Gains arising from disposals of fixed assets	4'987	-	4'987	7'862	-	7'862	3.4
Other income	193	-	193	-	-	-	
Net other income	5'180	-	5'180	7'862	-	7'862	
INSURANCE FUND RESULT							
Insurance income	1'570'945	-	1'570'945	827'009	-	827'009	3.8
Insurance expenditures	(1'391'665)	-	(1'391'665)	(728'941)	-	(728'941)	3.8
Net result of the insurance Fund	179'280	-	179'280	98'068	-	98'068	3.8
Net ordinary result before closed projects							
	82'168	(128'534)	(46'366)	(843'239)	807'672	(35'567)	
Net result from closed projects transferred to unrestricted fund	5'381	(5'381)	-	15'349	(15'349)	-	3.19
Projects deferred income variation	-	133'915	133'915	-	(792'323)	(792'323)	
Operating result for the year before tax and allocations	87'549	-	87'549	(827'890)	-	(827'890)	
Income taxes	(7'862)	-	(7'862)	(7'562)	-	(7'562)	
Annual result before allocations to/from Funds	79'687	-	79'687	(835'452)	-	(835'452)	
Insurance Fund	45'245	-	45'245	301'932	-	301'932	
Annual result after allocations	124'932	-	124'932	(533'520)	-	(533'520)	

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ
CONSOLIDATED CASH FLOW STATEMENT

		2016	2015	Notes
Résultat annuel avant modification des Fonds et attributions	Annual result before allocations to/from funds	79'687	(835'452)	
Amortissements	Depreciation and Amortization	71'862	59'698	3.4/3.5
Dépréciation d'immobilisations corporelles	Write-off of fixed assets	1'463	3'739	3.4
Provision pour perte sur débiteurs	Doubtful accounts expense	13'068	-	
Bénéfices résultant de la cession d'actifs immobilisés	Gains arising from disposals of fixed assets	(4'987)	(7'862)	3.4
Variation des créances résultant de ventes et de prestations	Changes in receivable	(21'062)	(364'646)	
Variation des autres créances à court terme	Changes in other short-term receivable	(46'166)	63'741	
Variation des actifs de régularisation	Changes in prepaid expenses and accrued income	(1'186'073)	(430'602)	
Variation des dettes résultats de l'achat de biens et de prestations de services	Changes in trade payables	910	26'084	
Variation des autres dettes à court terme	Changes in other short-term liabilities	236'056	(243'554)	
Variation des passifs de régularisation	Changes in accrued expenses	496'415	127'231	
Variation des avances sur projets	Changes in projects' deferred income	(1'665'948)	792'323	
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	Cash flows from operating activities	(2'024'775)	(809'300)	
Acquisitions d'immobilisations corporelles	Acquisition of fixed assets	(288'790)	(67'771)	3.4
Cessions d'immobilisations corporelles	Proceeds from sale of fixed assets	4'989	24'306	3.4
Variation des prêts financiers	Changes in financial loans	(1'338)	(18'908)	
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	Acquisition of intangible assets	(22'612)	-	3.5
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	Cash flows from investing activities	(307'751)	(62'373)	
Variation de la trésorerie	Change in cash and cash equivalents	(2'332'525)	(871'673)	
Liquidités au 1er janvier	Cash and cash equivalents as at 1st January	7'601'502	8'473'175	
Liquidités FSD France intégré au 1er janvier 2016	Cash from FSD France integration as at 1st January 2016	1'898'839	-	2.2
Liquidités au 1er janvier après intégration	Cash and cash equivalents as at 1st January after integration	9'500'341	8'473'175	
Liquidités au 31 décembre	Cash and cash equivalents as at 31 December	7'167'816	7'601'502	3.1
Variation de la trésorerie	Change in cash and cash equivalents	(2'332'525)	(871'673)	

FSD France has been consolidated for the first time in the year 2016 (see note 2.2 to the financial statements). As FSD France has simply been integrated by addition on 1st January 2016 without any acquisition or compensation whatsoever, FSD group management has elected to present the 2016 group cash flow statement above as if FSD France balance sheet figures as of 31 December 2015 were already consolidated within the group at year-end 2015. Accordingly the cash flow 2016 figures above do not include any variation resulting from the integration of the balances on 1st January 2016 of FSD France but fairly represent the cash movements of the group during the year 2016.

STATEMENT OF CHANGES IN CAPITAL

	Paid-in capital	Legal Unrestricted Fund	Translation gain / (loss)	Insurance Fund	Unrestricted Funds	Total
Balance as of 01 January 2015	50'000	50'000	-	3'047'177	5'283'191	8'430'368
Net loss for the year 2015	-	-	-	(301'932)	(533'520)	(835'452)
Balance as of 31 December 2015	50'000	50'000	-	2'745'245	4'749'671	7'594'916
Balance as of 01 January 2016	50'000	50'000	-	2'745'245	4'749'671	7'594'916
FSD France members equity integration on 1st January 2016	-	-	-	-	115'100	115'100
Balance as of 01 January 2016 as adjusted	50'000	50'000	-	2'745'245	4'864'771	7'710'016
Translation difference	-	-	(3'714)	-	-	(3'714)
Change in Foundation Capital:						
Net result for the year before allocation	-	-	-	179'280	(99'593)	79'687
Transfer of funds / allocation of funds	-	-	-	(224'525)	224'525	-
2016 net change	-	-	(3'714)	(45'245)	124'932	75'973
Foundation Capital as of 31 December 2016	50'000	50'000	(3'714)	2'700'000	4'989'703	7'785'989

NOTES TO THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

AS AT 31 DECEMBER 2016 (in CHF)

1. GENERAL INFORMATION

The FSD Group is composed by the Fondation Suisse de Déminage (FSD), a Swiss foundation registered in the Canton of Geneva on 9 January 2003 (ultimate parent entity), its fully owned subsidiary, Crosstech S.A. (Crosstech), a Public Limited Swiss Company, and the Association Franco-Suisse de Déminage (FSD France), a French registered association, which is consolidated for the first time in 2016.

Both Crosstech and FSD headquarters are located at Avenue de la Paix 7bis – floor 2, CH-1202 Geneva, Switzerland when FSD France has its address Allée du Joran, 74160 Feigères, in France. FSD aims to eliminate mines, unexploded ordnance, explosive remnants of war and chemical and nuclear pollutants so that people can live in a safe environment. Crosstech SA is a service company providing explosive Hazards Reduction services, Improvised Explosive Device Disposal (IEDD) and Counter IED, Post Blast Forensics and Exploitation, Command and Control, Ammunition Safety, Storage and Transportation Management, Humanitarian De-mining and Explosive Ordnance Disposal as well as logistical services to FSD Group. FSD France is a French Association, developing it's own demining operations and supporting FSD Group with funding from the European Union.

2. PRINCIPLES

2.1. Basis of accounting

The consolidated financial statements of the Fondation Suisse de Déminage Group (FSD Group) were prepared according to the principles of the Swiss GAAP FER Framework and Recommendations and specifically Swiss GAAP FER 21 (Accounting for charitable, social non-profit organizations). Where not prescribed by law, the significant accounting and valuation principles applied are described below.

These financial statements present the consolidated activities of the FSD Group.

2.2. Basis of consolidated financial statements preparation

FSD group management reassessed during the year 2016 the perimeter of the group and its business relationship with FSD France. It concluded that FSD group actual influence over the activities and ability to appoint FSD France top management reach such a level of control, which requires now the integration of FSD France activities and accounts in the group.

As a result of FSD significant influence over FSD France and being a parent company of Crosstech, the accounts of FSD France have been integrated from 1st January 2016 in the group consolidated financial statements (Note 3.15a). Accordingly the group unrestricted funds as of 1st January 2016 have been adjusted with the addition of FSD France net capital of CHF 115,100 - composed only of accumulated earnings - from CHF 4,749,671 to CHF 4,864,771 as disclosed in the schedule of the variation of capital. 2015 prior year's comparative consolidated figures composed of FSD and Crosstech balances were not restated.

The entities integrated in FSD consolidated financial statements are those controlled directly or indirectly by Fondation Suisse de Déminage (FSD). Association Franco-Suisse de Déminage (FSD France) and Crosstech SA are fully consolidated. The basis of the preparation of the consolidated accounts are the standalone accounts of each entity controlled by FSD that are adjusted to the group accounting standards and principles.

All inter-company positions recorded in balance sheet as at 31 December 2016 have been eliminated in the consolidated balance sheet. The intercompany transactions recorded in the statement of operations have not been eliminated to not affect the projects statement of operations except for the projects' contributions and expenditures transactions between FSD and FSD France respectively.

The annual average of full-time equivalents for the reporting year as well as the previous year were higher than 50 but lower than 250 (230 employees in year 2016 while 161 employees in year 2015).

2.3. Foreign currency transactions

During the year, the group entities transactions, denominated in foreign currencies, are translated into the entities functional currency by applying the actual exchange rate at the month of the transaction date. Assets and liabilities that arise in currencies other than the entities functional currency are translated at exchange rates prevailing at year-end.

When FSD and Crosstech's accounting records are maintained in Swiss francs (CHF), FSD France functional currency is the Euro (EUR).

For consolidation purpose, the annual accounts of FSD France are translated from Euro into Swiss Francs using the year-end closing rate.

Unrealised exchange differences other than on cash and cash equivalents are recorded in the statement of operations in the case of a loss, and deferred to the balance sheet in the case of a gain. Unrealised exchange differences related to cash and cash equivalents are recorded in the statement of operations.

The following exchange rates were applied as at 31 December 2016:

1 CHF (Swiss Franc) = USD 0.98148

1 CHF (Swiss Franc) = EUR 0.93141

The exchange rates applied as at 31 December 2015 were:

1 CHF (Swiss Franc) = USD 1.00928

1 CHF (Swiss Franc) = EUR 0.92369

2.4. Cash and cash equivalents

Cash in bank and short-term deposits with banks are considered as cash and cash equivalents.

2.5. Receivable and other short-term receivable

These captions are mainly composed by receivable from customers, income tax receivable, cash advances to employees and implementing partners. Implementing partners include IRAD, SIMAS and Geneva Call.

An allowance for doubtful accounts is set-up based on the specific receivables from customers, which are determined to be uncollectible at the time of the preparation of the financial statements.

2.6. Prepaid expenses and accrued income

Prepaid expenses and accrued income mainly consists of accrued donations and insurance claims.

2.7. Fixed assets

Fixed assets are shown in the balance sheet at net book value. They are composed by equipment and vehicles - with a minimum amount of CHF 800 per item - purchased for use in demining operations and Head Office fixed assets. Costs of fixed assets include expenditures incurred in acquiring and bringing them to their existing location and condition. Depreciation per year is 50% of the original cost.

2.8. Intangible assets

Intangible assets refers to cost of upgrading in 2016 the accounting software, which is capitalized based on the cost incurred to acquire and bring to use the system. This cost is amortized on a straight line basis over three (3) years.

2.9. Trade Payables and other short-term liabilities

Trade payables are related to the purchase of goods and services from suppliers. Other short-term liabilities include reimbursements to employees, social securities and fees payable to the external auditors. These are valued at transaction amount.

FSD Annual Report 2016 41

3.10. Administrative expenditure

	2016	2015
Staff costs	800,780	956,850
Travel costs	27,855	63,474
Equipment, vehicles and rentals	4,073	92
Operational consumables, repairs and maintenance	6,226	10,970
General and office costs	149,480	148,725
Professional fees	69,519	91,478
Bank charges	2,724	2,016
Insurance charges	10,811	8,596
Telecommunication costs	53,887	46,682
Publications & other communication & promotion expenses	26,716	20,193
Depreciation and amortization	71,862	59,698
Doubtful accounts expense - net of recovery	13,068	-
Donation	28,988	-
Total	1,265,989	1,408,774

3.11. Staff-related costs included in notes 3.9 and 3.10 can be split as follows:

	2016	2015
Wages and salaries	4,396,493	2,814,815
Social insurance and social benefits	1,462,876	887,422
Total	5,859,369	3,702,237

3.12. Intercompany transactions

The following intercompany transactions were not eliminated in the consolidated financial statements same with the overhead costs billed to projects funds:

a) Rental income derived by Crosstech (in CHF):

	Unrestricted	Projects	Total
Fondation Suisse de Déminage (FSD)	-	206,250	206,250
Association FSD France	-	22,096	22,096
Total	-	228,346	228,346

b) Insurance income derived by Risk Fund (in CHF)

	Unrestricted	Projects	Total
Staff (International and National Staff Insurance)	12,196	635,184	647,380
Insurance cost (Third party liability and Asset insurance)	4,766	132,236	137,002
Total	16,962	767,420	784,382

3.13. Employee benefits

Employees located in Switzerland are insured against economic consequences of old age, invalidity and death, according to the provision of the Federal Law for occupational benefits, old age and survivors (LPP) by SWISS LIFE (Société Suisse d'Assurance générale sur la vie humaine). According to the defined contribution plan covered by the collective foundation, the employees and employer pay determined contributions. With this plan, net returns on assets do not influence contributions and the final provision is not guaranteed. Risks are supported by the collective foundation; no information about economic benefit or economic liability is available. The annual employer and employee contributions to the pension plan for the year 2016 amounted to CHF 222,549 (2015: CHF 195,838). Expatriates who do not have their domicile in Switzerland do not benefit from the pension plan.

3.14. Remuneration of Council of Foundation and Management Board Members

FSD Group council members are appointed on a voluntary basis. They received no remuneration for their mandate. In 2016, the President of the Foundation Council did not receive payment for services rendered to the organization beyond his formal functions.

The Management Team is composed of four individuals; the Director General, the Deputy Director General, the Head of Operations and the Deputy Head of Operations. The Management Team decides on matters of strategic, political and institutional relevance as well as on operational and administrative matters. In 2016, the Management members held meetings once a month on average. For the year 2016, the total amount of remuneration paid to the members of the Management Team was CHF 664,128.

At the end of 2016, the FSD initiated an assessment of fundraising opportunities in order to identify a framework for engaging the private sector. The FSD organized private fundraising with direct expenses related to fundraising opportunities amounting to CHF 3,996. FSD has not organized any public funds collection in 2016 and has therefore not incurred any direct expenses related to such activities.

3.15. Other information

a) FSD France balance sheet on 1st January 2016

The balance sheet of FSD France on 1st January 2016 which was translated in CHF and integrated in the FSD Group on 1st of January 2016 was the following:

ASSETS	
Current assets	
Cash and cash equivalents	1,883,100
Other short-term receivable	25,068
Prepaid expenses and accrued income	241,546
Total Current assets	2,149,714

Total Assets2,149,714

LIABILITIES, FUNDS & CAPITAL	
Liabilities	
Other short-term liabilities	13,841
Due to FSD and Crosstech	501,437
Projects' deferred income	1,519,336
Total liabilities	2,034,614

Foundation Capital	
Unrestricted fund	115,100
Total Foundation Funds & Capital	115,100

Total Liabilities, Funds & Capital2,149,714

b) External auditors' fees

External auditors' fees for the annual examination of accounts of the FSD group and entities amount to CHF 40,933 in year 2016 (2015: CHF 30,000).

3.16. Liabilities to personnel welfare institutions

As at 31 December 2016, FSD Group has no liability towards the welfare institutions (2015: CHF 2,278).

3.17. Contingent liability

Crosstech, the subsidiary of FSD, has signed the Asset Purchase Agreement with Talisman-Auto on 23 December 2016 for the acquisition of six (6) vehicles amounting to EUR 182,800. These vehicles will be rented by FSD Ukraine. Only three (3) vehicles were delivered in January 2017 and the remaining three (3) are still pending for delivery.

3.18. Subsequent events

There have not been any significant post closure events that would have an impact on the 2016 financial statements.

3.19. Program Summary by Country and Donors

DONOR	Afgha- nistan	Angola	Armenia	Central African Republic	Colombia	Iraq	Kyrgy- zstan	Philip- pines	South- Sudan	Tajikistan	Ukraine	Research and Develop- ment	TOTAL

Government donors													
Canada (Department of Foreign Affairs and Int'l Trade)											628'477		628'477
Japan Embassy in Armenia			92'406										92'406
Switzerland (SDC)				72'088									72'088
US Department of State (PM/WRA)	466'890			159'109	150'726	2'067'351				760'180			3'604'256
Government donors subtotal													4'397'227

Multilateral and Int. Organisations													
Common Humanitarian Fund (CHF)				197'570									197'570
ECHO				140'751	161'702						101'095		403'548
EuropeAid		114'686		1'311'915				1'089'754			3'802		2'520'157
European Space Agency (ESA)											59'291		59'291
PATRIIP Foundation	837'900												837'900
United Nations Children's Emergency Fund (UNICEF)										236'025			236'025
United Nations Office for Project Services (UNOPS)				317'154									317'154
Multilateral and Int. organisations subtotal													4'571'645

Public sources													
Canton of Geneva										125'000			125'000
Public sources subtotal													125'000

Other sources													
Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)											12'220		12'220
Ekois-Bishkek						62'791							62'791
Gemeinsam Gegen Landminen Austria (GGLA)	3								23'947				23'950
Private donors				55'885						162'166	65'850	108'619	392'520
Save the Children International (SCI)											7'569		7'569
Private sources subtotal													499'050
Reversal of 2015 accrued income				(178'461)	(426'338)				(1'882)	(110'311)	(417)	(54'895)	(772'304)
Hours on project											21'579	29'124	50'703

TOTAL CONTRIBUTIONS1'304'793114'68692'4062'076'011150'7261'802'71562'7911'089'75422'065937'035959'083259'2568'871'321

Other Income / Movement													
Interests								(20)					(20)
Ukraine's office cost											2'257		2'257
Foreign exchange differences (in contributions) absorbed by FSD Head office				(8'897)	9'675			(1)	118	573	(16'297)	(31)	(14'860)
Other Income (Loss) / Movement Subtotal				(8'897)	9'675			(21)	118	573	(14'040)	(31)	(12'623)
TOTAL INCOME LESS FOREIGN EXCHANGE DIFFERENCE	1'304'793	114'686	92'406	2'067'114	150'726	1'812'390	62'791	1'089'733	22'183	937'608	945'043	259'225	8'858'698

Direct project expenditures	(1'162'140)	(90'531)	(79'549)	(1'941'876)	(137'024)	(2'167'367)	(131'892)	(635'772)	(20'030)	(733'377)	(615'996)	(585'049)	(8'300'603)
HQ overhead expenditures charged to projects	(114'559)			(153'909)	(13'702)	(141'050)	(3'773)	(44'504)	(2'153)	(60'632)	(53'599)	(54'748)	(642'629)
Implementing partner's overhead charged to project						(44'000)							(44'000)
TOTAL DIRECT EXPENDITURES	(1'276'699)	(90'531)	(79'549)	(2'095'785)	(150'726)	(2'352'417)	(135'665)	(680'276)	(22'183)	(794'009)	(669'595)	(639'797)	(8'987'232)

Net ordinary result before closed projects	28'094	24'155	12'857	(28'671)		(540'027)	(72'874)	409'457		143'599	275'448	(380'572)	(128'534)
Deffered project's income (Project Fund) at beginning of year	9'396			46'779		540'027	72'874				24'762	380'572	1'074'410
Transfer of balances of closed projects		(24'155)		18'774									(5'381)
Deffered project's income (Project Fund) at end of year	37'490		12'857	36'882				409'457		143'599	300'210		940'495

L'ÉQUIPE FSD FSD TEAM

CONSEIL DE FONDATION | FOUNDATION COUNCIL

STREULI Jürg, Président, President
LEU Henri | ROCH Michel | MOTTET Gilles | FELDER Stéphane | GYGER Walter

ORGANE DE RÉVISION | AUDITORS

BDO, Lausanne (Switzerland)

PERSONNEL SIÈGE | STAFF AT HEADQUARTERS

EBERLE Hansjoerg, Directeur général, Director General
TRUNIGER Benedikt, Directeur général adjoint, Deputy Director General
FABBRONI Valeria, Chef des opérations, Head of Operations
WILSON Matthew, Chef adjoint des opérations, Deputy Head of Operations
SOESLIO Denise, Chef de projet, Project manager (Drones)

SUPPORT ET AUDIT PHILIPPINES | SUPPORT AND AUDIT PHILIPPINES

Abella Marie Jo P., Amosig Quenica Joyce M., Andin Lorna L., Awakan Ginamay B., Blum Virginia J., Bueno Victoria L.,
Busalpa Liana Shane B., Calalo Arlene M., Camasis Jan Marvie Q., Campos Melanie O., Constantino Mary Joy D., Cunanan Peejay P.,
Dela Vega Francine Arth S., Dumogdog Marvin D., Ferrolino Janelis O., Foz Arrian Therese P., Furigay Joan A., Garcia Jhoan B.,
Gumabay Joy Angelica M., Hontiveros Maricar B., Kaibigan Melvinn M., Labrague Jomarrey S., Lalwet Philippe Joseph M.,
Lalwet Divina Gloria T., Macdon John Mendel P., Macdon Kamille Kim Y., Malitao Edmon M., Mamaril Jayvee Ron Q.,
Mandap Jacky Lyn B., Mayugba Jhon Pearry H., Meram Liza Leen G., Montero Mark John M., Paclay Kayla Michell A.,
Peralta Jaycar S., Rañeses Mary Ann, Salcedo Christian A., Sallaya Malou Ann P., Sianen Moachi C., Antiguo Ginalyn S.,
Bannawi Shaira P., Borres Clara B., Camposano Jaydee L., Canoy Jr. Arnulfo P., Macasarte King Paul P.

PERSONNEL EXPATRIÉ | EXPATRIATE STAFF

Alex Van Roy, Alexander Griffiths, Anthony Connell, Anthony Fish, Christopher Rennick, Denise Soesilo, Dr. Din Mohammad Nickhwah,
Elisabeth Marty, Eugenio Balsini, Florence Foster, Gerald Ludet, Jean-Louis Delaite, Jean-Michel Bony, Jose Diaz, Luc Patenaude,
Mark Belford, Markus Schindler, Michael Barry, Michel Belkassam, Steve Kosier, Steven Munro, Timothy Needham, Valentina Serpico,
Willem Adriaan Venter

TRADUCTIONS | TRANSLATIONS
DEMAN Traductions SAS, www.jmtrad.com

CRÉDIT PHOTO | PHOTO CREDIT
Alexandre Streuli, art-dealer.ch

GRAPHISME | GRAPHIC DESIGN
PK20.CH, FSD

IMPRESSION | PRINT
BAN SA, ATAR Roto Presse SA, Genève

NOMBRE D'EXEMPLAIRES | NUMBER OF COPIES
1'700

© FSD, 2016

